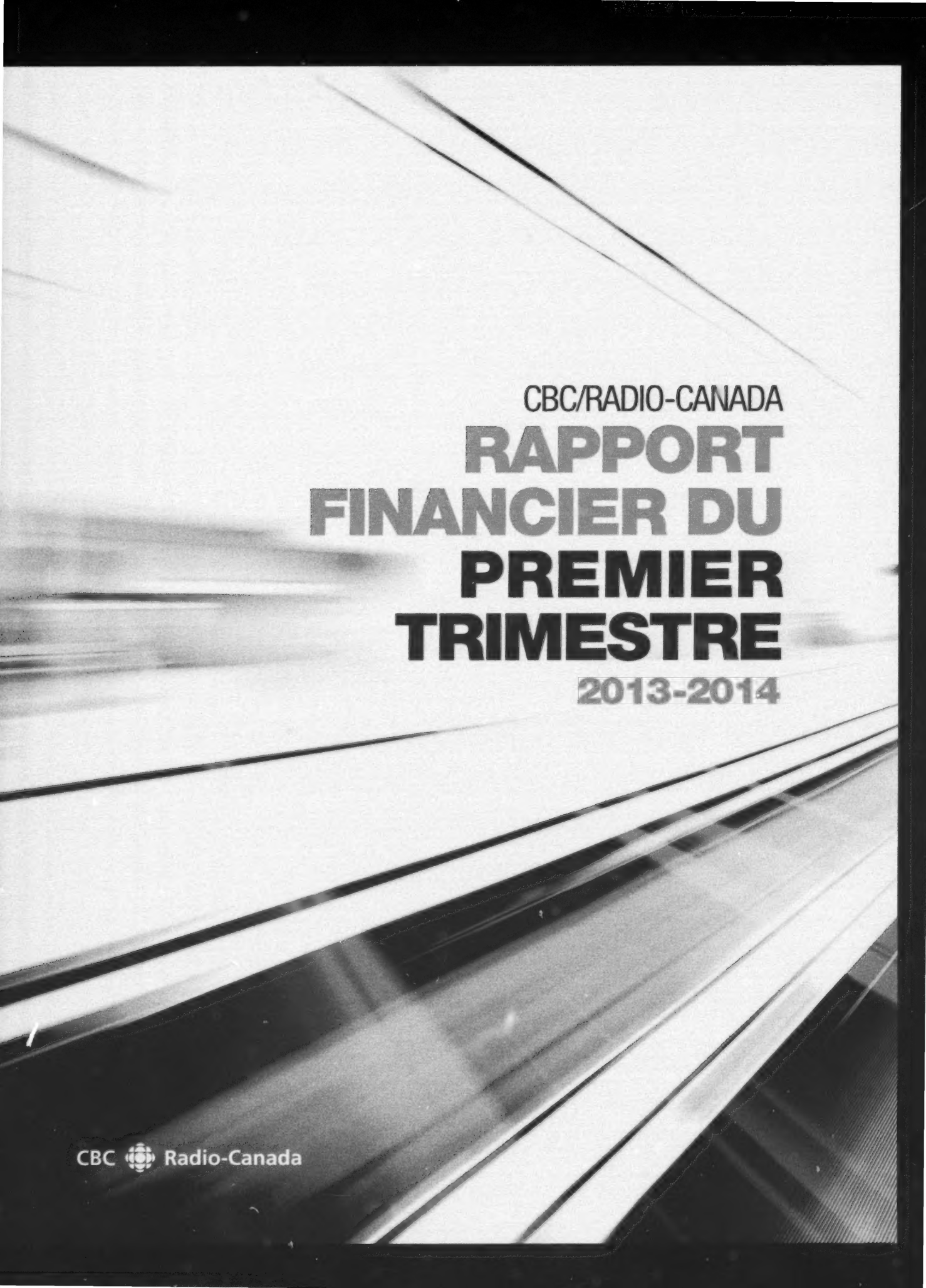


CBC/RADIO-CANADA

RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE

2013-2014

CBC Radio-Canada

Table des matières

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation 3

Rapport de gestion 4

Rétrospective du trimestre 5
Faits saillants financiers 5
Faits saillants des activités 7

1. Le point sur le rendement 12
1.1 Indicateurs stratégiques 12
1.2 Indicateurs opérationnels 14

2. Capacité de produire des résultats 17
2.1 Personnes et leadership 17
2.2 Capacité des ressources 19

3. Résultats et perspectives 21
3.1 Résultats 21
3.2 Situation financière, flux de trésorerie et liquidités 30
3.3 Le point sur les perspectives et les risques 31

4. Présentation de l'information financière 33
4.1 Estimations comptables importantes et conventions comptables futures 33
4.2 Transactions entre parties liées 33

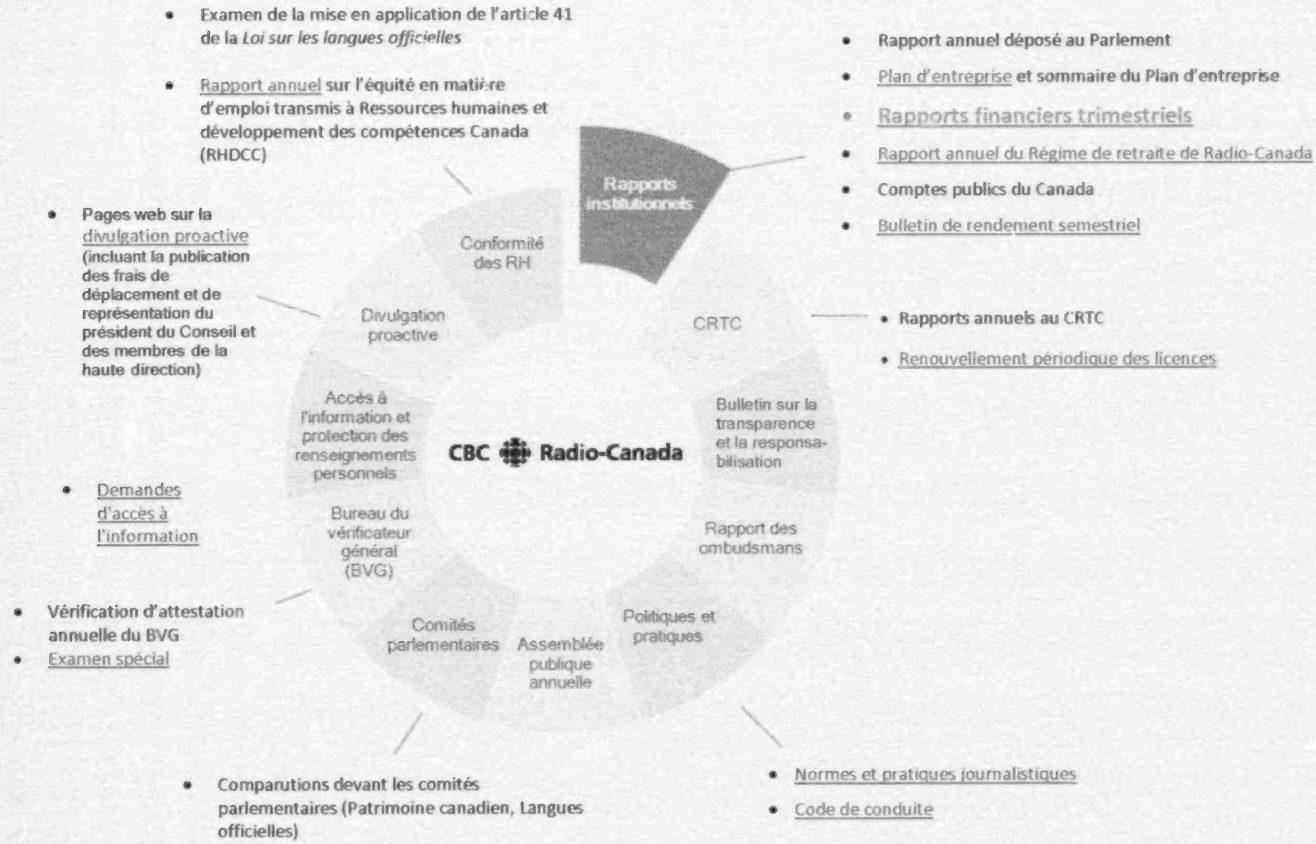
5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs 34

6. États financiers consolidés résumés intermédiaires 35

7. Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires 40

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre site web institutionnel de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



Rapport de gestion

Exigences concernant les rapports trimestriels

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Conformément à notre engagement de faire preuve de transparence et d'assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour le trimestre terminé le 30 juin 2013. Ce rapport est accessible sur notre site web institutionnel.

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre terminé le 30 juin 2013 n'ont pas été audités par notre auditeur.

Saisonnalité

La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires, lesquels suivent un cycle saisonnier. Les revenus publicitaires varient en fonction des conditions du marché et de l'économie en général, ainsi que de la programmation. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier en raison des variations de la grille de programmation.

Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives

Ce rapport renferme des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats opérationnels et financiers escomptés. Ces déclarations s'appuient sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral; les contributions provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) disparaîtront progressivement d'ici le 31 août 2014; le marché des revenus publicitaires de la télévision demeurera solide et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section « Le point sur les perspectives et les risques » du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

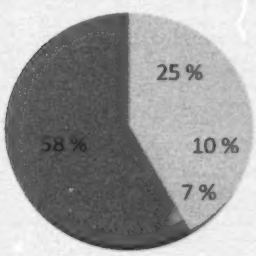
Mesure non conforme aux IFRS

Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section 3.1.

Rétrospective du trimestre

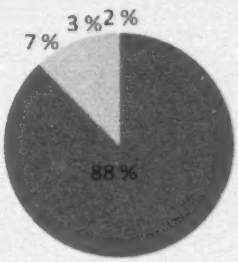
Faits saillants financiers

Revenus et sources de financement pour le T1 2013-2014
(en millions de dollars canadiens)



- Revenus publicitaires
- Revenus tirés des services spécialisés
- Revenus financiers et autres revenus
- Financement public

Répartition des dépenses pour le T1 2013-2014
(en millions de dollars canadiens)



- Services de télévision, de radio et de nouveaux médias
- Services spécialisés
- Transmission, distribution et collecte
- Autres

Au premier trimestre de 2013-2014, le résultat d'exploitation sur une base courante s'est établi près du seuil de rentabilité, à -0,6 million de dollars, contre -3,9 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice 2012-2013.

	Période de trois mois terminée le 30 juin		
(en milliers de dollars canadiens)	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Revenus	184 152	182 705	0,8
Dépenses	(467 000)	(524 650)	11,0
Financement public	253 982	303 048	(16,2)
Résultat avant éléments hors activités opérationnelles	**(28 866)**	**(38 897)**	**25,8**
Résultat net de la période	**(30 381)**	**(39 393)**	**22,9**
Résultat d'exploitation sur une base courante[2]	**(590)**	**(3 885)**	**84,8**

[1] Les montants pour 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

[2] Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section 3.1.

Résultat en IFRS

Les variations observées dans le résultat net découlent principalement des facteurs suivants :

- Les revenus ont augmenté de 1,4 million de dollars (0,8 pour cent) par rapport à ceux du premier trimestre de 2012-2013. Les revenus publicitaires ont connu une hausse de 2,2 millions de dollars (2,0 pour cent) en raison de changements dans la programmation du hockey après la fin du lock-out et de nouvelles initiatives génératrices de revenus. Cette hausse a été compensée en partie par la baisse des revenus tirés des services spécialisés après la vente de **bold**.
- Les dépenses ont diminué de 57,7 millions de dollars (11,0 pour cent) par rapport à celles du premier trimestre de 2012-2013 à cause de la baisse des coûts opérationnels entraînée par la mise en œuvre d'initiatives de réduction des coûts. Cette diminution s'explique également par le niveau exceptionnellement élevé des dépenses constatées au premier trimestre l'an dernier en raison de coûts ponctuels engagés pour ces initiatives.
- Le financement public comptabilisé dans ce trimestre a été inférieur de 49,1 millions de dollars (16,2 pour cent) à celui de la même période l'an dernier. Le crédit parlementaire comptabilisé pour les activités opérationnelles a également diminué de 21,5 millions de dollars, conformément au budget fédéral de 2012. Un montant inférieur au titre du financement des immobilisations a également été reconnu en raison de la mise hors service de nos actifs de télévision analogique l'an passé.

Résultat d'exploitation sur une base courante

Le résultat d'exploitation sur une base courante du premier trimestre de 2013-2014 a été proche du seuil de rentabilité. Cette mesure ne comprend pas les éléments ne nécessitant pas d'apport du fonds d'exploitation ou ne contribuant pas au fonds d'exploitation, notamment les dépenses sans effet sur la trésorerie encourues ce trimestre pour un montant de 16,1 millions de dollars au titre des régimes de retraite. Ces dépenses ont résulté de l'adoption de la norme révisée IAS 19 R – *Avantages du personnel.*

La section 3.1 du présent rapport renferme plus d'informations sur le rapprochement du résultat net en IFRS avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

Faits saillants des activités

Nous continuons de remplir notre mandat stratégique en suivant notre plan stratégique quinquennal, la *Stratégie 2015 : Partout, Pour tous*. Au cours du trimestre, nous avons mis en œuvre diverses initiatives qui appuient les trois axes stratégiques de ce plan :

- Plus distinctive : programmation réseau et espaces publics nationaux
- Plus régionale : présence régionale et espaces communautaires
- Plus numérique : nouvelles plateformes et nouveaux espaces numériques

Plus distinctive

Comme en témoignent des productions numériques originales, un journalisme de classe mondiale et la diffusion des séries éliminatoires de la LNH, entre autres, nous avons continué d'offrir aux Canadiens un contenu distinctif, novateur et rassembleur.

Au cours du premier trimestre de 2013-2014, les produits numériques originaux ont occupé une place de choix dans l'offre de programmation distinctive de Radio-Canada, à commencer par la série web *Les Béliers* sur Tou.tv, toute première production à être lancée en bloc. D'abord diffusée sur Tou.tv, la comédie romantique transmédia *Émilie*, pour laquelle des procédés innovateurs ont été employés, notamment pour solliciter l'intervention du public, a été par la suite lancée au cinéma, bouleversant ainsi l'ordre habituel de diffusion et de distribution.

Pour conserver son avantage concurrentiel, Radio-Canada compte sur d'importants partenariats. D'ailleurs, au cours du premier trimestre, nous avons renouvelé celui qui nous lie à l'Orchestre symphonique de Montréal pour 2013-2014. Ce partenariat, apprécié des auditoires comme de Radio-Canada, se traduira par l'organisation de grands événements multiplateformes d'envergure. De la même manière, l'association de Radio-Canada avec le festival Montréal complètement cirque, qui a été renouvelée, continuera de donner une couleur unique à notre programmation estivale, tout en permettant à Radio-Canada de réitérer son engagement de s'associer à des événements culturels majeurs.

Radio-Canada revoit constamment son offre afin d'harmoniser et d'optimiser ses ressources et son expertise. Depuis la fin juin, sa programmation en musique émergente, autrefois diffusée sur Bande à part, est disponible sur Espace.mu. Par ailleurs, la fréquentation du site de Radio Canada International (RCI), refondu en avril dernier, a plus que doublé[1].

[1] Service de la recherche de Radio-Canada, comparaison des moyennes mensuelles de la période avril-juin 2013 et de la période avril-juin 2012, visiteurs uniques. comScore, personnes âgées de 2 ans et plus.

CBC News et Radio-Canada poursuivent leur tradition d'excellence en journalisme de recherche sur toutes les plateformes. Au programme, le rapport spécial *Rate My Hospital*, des enquêtes sur la possible dilution de traitements de chimiothérapie, et une enquête internationale sur les paradis fiscaux. CBC et Radio-Canada ont également continué de couvrir l'actualité qui touche de près les Canadiens, comme les inondations en Alberta et l'élection en Colombie-Britannique (la Boussole électorale a été utilisée pour la première fois dans une élection en Colombie-Britannique).

Les séries éliminatoires de la Coupe Stanley de la LNH ont occupé une place prépondérante dans la programmation de CBC durant le trimestre, avec un total de 24,9 millions de téléspectateurs pour l'émission *Hockey Night in Canada*, soit 73 pour cent de la population. L'auditoire de la ronde finale a augmenté de trois pour cent comparativement à l'année précédente, et un record d'écoute en première ronde a été établi lors du septième match de la série Toronto/Boston, qui a attiré 5,17 millions de téléspectateurs en moyenne.

CBC Television a célébré le 30e anniversaire de l'émission d'humour *Just for Laughs* avec la diffusion, le 23 avril, d'une rétrospective des meilleurs moments animée par George Stroumboulopoulos. Sur la chaîne *documentary*, des documentaires primés ont été présentés dans le cadre de l'événement « Hot Docs week », du 21 au 28 avril.

Dans le cadre de Searchlight, un partenariat unique conclu en avril entre CBC Radio One et CBCMusic.ca, *Sherman Downey and the Ambiguous Case* a remporté le titre de meilleur artiste émergent du Canada au terme d'un vote du public.

En avril, CBC/Radio-Canada, en collaboration avec VIA Rail Canada et les Fondations communautaires du Canada (FCC), a lancé une série de conférences nationales visant à amorcer une conversation sur le 150e anniversaire de la Confédération. Les conférences CANADA 150/2017 DÉBUTE MAINTENANT avaient pour objectifs d'informer les Canadiens, de les inspirer et de servir d'incubateur à des projets locaux et régionaux pour marquer le 150e anniversaire du pays, et de trouver de nouvelles manières d'engager le dialogue avec les Canadiens sur des initiatives nationales. Au total, 12 conférences bilingues ont été organisées partout au pays; la première conférence a eu lieu à Vancouver le 5 avril, et la dernière, à Ottawa le 27 juin. Des centaines de délégués représentant divers secteurs de notre société y ont participé. Les Canadiens ont eu la possibilité de suivre les 12 conférences en direct sur un site web interactif. Le récapitulatif, qui traduit l'énergie et les échanges qui ont fait vibrer les participants partout au pays, peut être consulté à l'adresse www.2017debutemaintenant.ca.

Plus régionale

Durant le trimestre, nous avons continué de démontrer notre engagement à accroître notre présence dans les régions.

L'émission hebdomadaire d'actualité culturelle d'ARTV, *ARTV Studio*, misera dorénavant sur une collaboration plus étroite avec les stations régionales de Radio-Canada pour informer les Canadiens des dernières actualités sur les arts et le divertissement d'un océan à l'autre.

Fidèle à la tradition, Radio-Canada a collaboré avec CBC pour prendre part au festival Scène du Nord, le sixième des événements sur scène de la série orchestrée par le Centre National des Arts, qui avait lieu dans la région d'Ottawa-Gatineau. Il s'agit du plus grand rassemblement d'artistes du Nord à se tenir au pays, et nous avons contribué au rayonnement de cet événement biennal.

Depuis juin, l'Est du Québec a son édition week-end du bulletin de nouvelles *Le téléjournal*. De plus, pour continuer d'améliorer la couverture de ce grand territoire, un centre de production ouvrira à Matane. Au terme de cette aventure, Radio-Canada aura investi plus de 10 millions de dollars dans la région, y compris dans la Maison de Radio-Canada – Est du Québec, qui a été inaugurée en septembre 2012.

CBC travaille également à bonifier son offre de services régionaux aux Canadiens. Dans cette optique, Saskatoon a lancé le 29 avril une émission matinale numérique destinée au marché local, qui sera bientôt diffusée par voie hertzienne, sous réserve des approbations réglementaires requises. À Calgary, le bulletin de nouvelles de fin de soirée du dimanche a été prolongé à la fin juin pour atteindre 30 minutes.

En avril, l'émission *A Propos* a célébré 25 ans de promotion de la musique francophone auprès des Canadiens des quatre coins du pays grâce à un contenu exclusif et à la création – pour un mois – d'une chaîne spéciale sur CBCMusic.ca.

Enfin, soucieuse de faire écho aux attentes des régions exprimées aux audiences du CRTC en vue du renouvellement de ses licences, Radio-Canada a assisté et contribué à l'assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA).

Plus numérique

Notre offre numérique continue de susciter l'intérêt du public grâce à de nouvelles initiatives et au lancement de nouveaux produits, ainsi qu'aux nouveaux genres que nous avons explorés au cours du trimestre.

Le numérique est au cœur de la stratégie de programmation et de production de Radio-Canada. Le réseau crée continuellement de nouveaux produits et explore sans cesse de nouveaux genres : des livres numériques (*C'était Bourgault*), des documentaires web (*Jazz Petite-Bourgogne* sur Espace.mu), un espace jeunesse renouvelé, et une application deuxième écran pour accompagner la deuxième édition de l'émission *Dans l'œil du dragon*.

Le déploiement multiplateforme de Radio-Canada passe aussi par les chaînes spécialisées, qui lui permettent de rejoindre encore plus de Canadiens. Lancée il y a un an, la chaîne Explora, consacrée à la science, à la nature, à l'environnement et à la santé, est maintenant offerte sur Bell Télé, après une période de débrouillage qui a pris fin le 30 juin 2013.

Du côté de CBC, la programmation numérique présentée pendant le trimestre comprenait la diffusion audio en direct sur Internet du tout premier CBC Music Festival, qui s'est tenu en mai et mettait en vedette des talents de CBCMusic.ca et de CBC Radio. Par ailleurs, CBCMusic.ca a assuré la couverture des JUNO Awards et la promotion d'un périple d'un bout à l'autre du pays, et Kids' CBC a lancé l'application pour iPad et iPhone Little Wally Ball-y Ball. Enfin, CBC a offert du contenu exclusif sur Internet, notamment *Murdoch Mystery bloopers!*, *40 years of Marketplace exposed*, le site de paris sur les séries éliminatoires de *Hockey Night in Canada* et *Is Kevin Really That Mean?*.

CBC continue d'offrir aux Canadiens des services auxquels ils peuvent accéder où et quand ils le souhaitent. En avril 2013, le site CBC.ca a accueilli un nombre record de visiteurs uniques depuis sa création – 7,5 millions de visiteurs, ou 27 per cent des internautes canadiens. Le mois de mai 2013 n'est pas en reste avec tout juste un peu moins de 7,5 millions de visiteurs uniques.

Autres questions liées aux activités

Le 28 mai 2013, le CRTC a rendu sa décision quant au renouvellement des licences de CBC/Radio-Canada et a montré son appui à la mise en œuvre continue de la Stratégie 2015. Maintenant que nous en sommes à mi-chemin dans le déploiement de notre plan stratégique quinquennal, le cadre réglementaire moderne que nous a accordé le CRTC nous aidera à maintenir notre élan pour devenir une entreprise plus régionale, plus distinctive et plus numérique. La capacité de générer de nouveaux revenus en intégrant de la publicité sur CBC Radio 2 et sur Espace musique est aussi un élément clé de notre plan et garantira que ces services continuent d'être des lieux de découverte pour les passionnés de musique canadiens.

En juin, le vice-président principal des Services français, Louis Lalande, a officiellement rendu public l'ensemble des nouvelles signatures qui seront dorénavant associées aux plateformes du radiodiffuseur public, sous le dénominateur commun ICI Radio-Canada. La nouvelle identité de marque ICI Radio-Canada n'est qu'un aspect d'un exercice beaucoup plus large et plus profond auquel nous nous sommes livrés au cours de l'année dernière. À tous les niveaux de l'organisation, Radio-Canada travaille à se redéfinir pour demeurer un diffuseur public pertinent qui produit et distribue avec efficacité son contenu dans une structure multiplateforme.

Inspirée par le succès de certaines stations régionales, la Maison de Radio-Canada (MRC) à Montréal amorcera la numérisation complète de son centre de production. Il s'agit d'un projet d'envergure : la MRC est le plus grand centre de production média francophone d'Amérique du Nord. Toutes les étapes de production, du projet jusqu'à l'archivage, se feront bientôt entièrement en mode numérique.

CBC/Radio-Canada s'est classée au 25e rang dans le sondage Marketing/Léger sur la réputation des entreprises, un bond impressionnant de 15 places depuis l'année dernière. Nous étions le seul radiodiffuseur à figurer sur la liste. *Marketing Magazine* et Léger Marketing réalisent chaque année un sondage auprès des consommateurs afin d'évaluer des centaines de marques présentes dans le marché canadien. Cette recherche vise à dresser la liste des 100 entreprises qui jouissent de la meilleure réputation.

Depuis le 9 mai 2013, les six chaînes de CBC/Radio-Canada distribuées sur Sirius Radio Satellite sont aussi offertes aux abonnés de XM Satellite Radio. Il s'agit d'un jalon important pour nous. La portée de nos chaînes a doublé pour passer à plus de 26 millions d'abonnés au Canada et aux États-Unis.

Nous avons aussi annoncé la signature d'une importante entente avec TVA Sports qui assurera une couverture encore plus complète de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014MC dans le marché francophone. En vertu de cette entente, tous les matchs seront offerts en direct au public francophone canadien – 46 à Radio-Canada et 18 à TVA Sports. Cette dernière chaîne pourra aussi proposer les 64 matchs en rediffusion.

Perspectives

En septembre, notre nouvelle licence de radiodiffusion prendra effet. Les conditions de licence accordées à CBC/Radio-Canada par le CRTC appuient et réaffirment l'indépendance de la Société pour prendre des décisions de programmation qui sont conformes à son mandat et à la *Loi sur la radiodiffusion*. En contrepartie de cette marge de manœuvre, nous devons remettre au CRTC des rapports annuels détaillés sur notre programmation régionale et indépendante, ainsi que sur notre programmation créée dans et pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Nous organiserons des consultations officielles tous les deux ans dans les CLOSM, et nous produirons des rapports sur ces consultations.

Nous renégocions actuellement notre contrat avec la LNH pour les droits de diffusion et les droits numériques de l'après 2014. Par ailleurs, les Jeux olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi approchent à grands pas, et nous avons lancé notre programmation spéciale liée à ce grand événement, y compris la diffusion régulière de portraits d'athlètes et un compte à rebours mensuel. Nous nous réjouissons à la perspective de diffuser les Jeux olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi et ceux d'été de 2016 à Rio de Janeiro, pendant que nous finalisons les plans de publicité et de relations publiques, qui visent à utiliser le pouvoir d'attraction des Jeux olympiques pour tisser des liens dans l'ensemble du pays.

1. Le point sur le rendement

Comme nous l'expliquons ci-dessous, nos indicateurs de rendement clés (IRC) sont de deux ordres :

Les *indicateurs stratégiques* intègrent les résultats des sondages réalisés pour mesurer notre efficacité à nous acquitter de notre mandat et le degré d'adéquation entre notre programmation et nos principes directeurs. Ils tiennent également compte de la part de contenu canadien dans nos émissions télévisées.

Les *indicateurs opérationnels* prennent en considération la part d'auditoire, le nombre de visiteurs sur nos sites web, le nombre d'abonnés à nos services et les revenus réalisés par les Services français et les Services anglais.

Le rapport annuel 2012-2013 renferme de plus amples renseignements, notamment les cibles associées à tous les indicateurs de rendement pour 2013-2014.

1.1 Indicateurs stratégiques

Évaluation de nos succès à l'égard de la Stratégie 2015 : Partout, Pour tous

Un des éléments centraux de la Stratégie 2015 est l'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement. Nous avons créé un bulletin de rendement qui nous permet d'établir dans quelle mesure, selon les Canadiens interrogés, nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* et notre programmation adhère aux principes directeurs de notre plan stratégique.

Deux fois par an, en janvier et en juin, nous présentons ce bulletin de rendement à notre Conseil d'administration. Nous en publions une version condensée sur le site web institutionnel de la Société.

Outre le suivi du rendement global à l'égard de l'application de la Stratégie 2015, nous avons mis au point des IRC propres aux Services anglais et aux Services français. Ces indicateurs servent à mesurer, de façon générale, le succès de chacune des composantes médias, en tenant compte de l'étendue de ses activités. Ils sont tirés des plans de gestion préparés par les composantes médias et reflètent les points de comparaison et les tendances en matière de rendement.

Les indicateurs propres aux services spécialisés, aux nouvelles plateformes et aux revenus sont évalués à compter du début de l'exercice financier; les résultats du premier trimestre à ce jour se trouvent à la section 1.2 du rapport.

Les cibles annuelles pour 2013-2014 correspondant à ces indicateurs de rendement sont également indiquées, à côté des résultats de l'exercice précédent.

Attentes et résultats en matière de contenu canadien

Le CRTC établit les attentes en matière de contenu canadien pour la télévision en général, et fixe les attentes en matière de service pour la Télévision de Radio-Canada et CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 pour cent du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, un minimum de 80 pour cent du contenu diffusé doit être canadien. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1er septembre au 31 août. Le tableau ci-dessous donne les résultats à ce jour pour l'année de radiodiffusion en cours et ceux de l'année précédente complète. Au cours de chacune de ces années, la Télévision de Radio-Canada et CBC Television ont dépassé les attentes du CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute. L'un des principaux objectifs de notre Stratégie 2015 est justement d'accroître l'offre de programmation canadienne.

Contenu canadien		Attentes annuelles-réglementation	Résultats 1er sept. 2012 au 30 juin 2013	Résultats 1er sept. 2011 au 31 août 2012
Télévision de Radio-Canada				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	85 %	86 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	91 %	93 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	93 %	85 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	87 %	81 %

1.2 Indicateurs opérationnels

Outre le suivi du rendement global à l'égard de l'application de la Stratégie 2015 (voir la section 1.1 ci-dessus), nous avons mis au point des indicateurs de rendement clés propres aux Services anglais et aux Services français.

Ces indicateurs se rapportent directement à nos priorités stratégiques et sont formulés chaque année dans les plans de gestion des composantes médias. Les cibles des IRC tiennent compte d'un certain nombre de facteurs, notamment d'éléments particuliers de la programmation, des sources de financement, des tendances dans l'industrie de la radiodiffusion, des habitudes comportementales des consommateurs et des rendements précédents.

Le présent rapport comprend une liste partielle des IRC, car la majorité des principaux indicateurs sont évalués à partir de septembre. Comme ces données ne sont pas disponibles avant l'automne pour CBC Television, CBC Radio, la Télévision de Radio-Canada, la Première Chaîne et Espace musique, elles ne figurent pas dans notre rapport du premier trimestre.

Une mise à jour de tous les indicateurs de rendement clés sera présentée dans les prochains rapports trimestriels.

Services anglais

Au cours du premier trimestre, CBC News Network a vu sa part d'auditoire augmenter, et CBC.ca a attiré un nombre accru de visiteurs uniques – cette dernière hausse s'explique en partie par une actualité riche en événements. Les autres indicateurs indiquent une tendance conforme aux cibles.

Services anglais		Cibles annuelles 2013-2014	Résultats à ce jour	Cibles annuelles 2012-2013
Télévision				
CBC News Network	Part d'auditoire pour la journée complète, avril à mars[1]	1,4 %	1,6 %	1,3 %
Service régional				
Pages web régionales	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques avril à mars[2]	0,995 million	0,996 million	0,971 million
Nouvelles platformes				
CBC.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques avril à mars[2]	6,5 millions	7,4 millions	6,3 millions
Chaînes de télévision spécialisées				
CBC News Network	Abonnés	11,2 millions	11,3 millions	11,3 millions
documentary	Abonnés	2,7 millions	2,7 millions	2,7 millions
Revenus[3] Services généralistes, spécialisés et en ligne		400 millions $	114 millions $	362 millions $

1. Source : BBM Canada, audimètres protables (PPM), personnes âgées de 2 ans et plus.

2. Source : comScore, personnes âgées de 2 ans et plus.

3. Les revenus de la chaîne *documentary* sont intégrés à 100 pour cent, même si CBC/Radio-Canada ne détient qu'une part de 82 pour cent dans la chaîne. Les revenus comprennent les crédits du FAPL, un fonds mandaté par le CRTC pour soutenir la programmation locale. Les crédits FAPL ci-inclus reflètent la réduction éventuelle due à l'abolition de ce fonds d'ici le 31 août 2014.

Services français

Le rendement à ce jour est conforme aux attentes et aux cibles annuelles. Comme l'indiquaient les cotes d'écoute en 2012-2013, la part de marché combinée pour les chaînes spécialisées dépasse la cible établie. Ces résultats peuvent être attribués à la présence d'événements captivants dans l'actualité, qui continuent d'attirer des auditoires nombreux. De façon similaire, cette effervescence dans l'actualité a contribué à l'augmentation de la fréquentation de pages web régionales comparativement à la même période l'an dernier, malgré les fluctuations saisonnières enregistrées sur l'ensemble des sites web de Radio-Canada durant le premier trimestre.

Services français		Cibles annuelles 2013-2014	Résultats à ce jour	Cibles annuelles 2012-2013
Télévision				
RDI, ARTV, Explora	Part d'auditoire pour la journée complète, avril à mars[1]	5,2 %	5,4 %	5,4 %
Service régional				
Pages web régionales	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques avril à mars[2]	0,710 million	0,701 million	0,646 million
Nouvelles platformes				
Radio-Canada.ca, Tou.Tv, Bandeapart.fm, RCI.net, Espace.mu	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques avril à mars[2]	2,3 millions	2,0 millions	2,2 millions
Chaînes de télévision spécialisées				
RDI	Abonnés	11,1 millions	11,2 millions	11,2 millions
ARTV	Abonnés	2,0 millions	2,0 millions	2,0 millions
Explora	Abonnés	0,4 million	0,3 million	0,3 million
Revenus[3]				
Services généralistes, spécialisés et en ligne		243,8 millions $	61,0 millions $	252,8 millions $

1. Source : BBM Canada, audimètres protables (PPM), personnes âgées de 2 ans et plus.
2. Source : comScore, personnes âgées de 2 ans et plus.
3. Les revenus de la chaîne ARTV sont intégrés à 100 pour cent, même si CBC/Radio-Canada ne détient qu'une part de 85 pour cent dans la chaîne. Les revenus comprennent les crédits du FAPL, un fonds mandaté par le CRTC pour soutenir la programmation locale. Les crédits FAPL ci-inclus reflètent la réduction éventuelle due à l'abolition de ce fonds d'ici le 31 août 2014.

2. Capacité de produire des résultats

Notre capacité de réaliser notre stratégie et d'atteindre les résultats escomptés est tributaire de nos employés ainsi que d'autres ressources d'importance qui sont décrites plus loin.

2.1 Personnes et leadership

En 2013-2014, notre service Personnes et Culture a lancé un nouveau plan stratégique visant à mieux harmoniser notre stratégie appliquée aux personnes avec la Stratégie 2015. Au cours des trois prochaines années, nous continuerons de déployer tous les efforts requis pour attirer les talents dont nous avons besoin et assurer leur développement, pour maintenir une main-d'œuvre à rendement élevé, pour alimenter une culture saine qui favorise et reconnaît le rendement, et pour accroître la souplesse des effectifs.

Dialogue

À l'automne 2010, nous avons lancé Dialogue, un sondage auprès des employés à l'échelle nationale, afin d'évaluer leur mobilisation et de réaliser des changements organisationnels. En novembre 2012, nous avons procédé à un sondage de suivi pour évaluer les progrès accomplis, particulièrement à l'égard des deux priorités organisationnelles qui s'étaient dégagées du premier sondage : la reconnaissance et le développement. Plus de 60 pour cent de nos employés nous ont fait part de leur opinion.

En juin 2013, le Comité consultatif national pour le sondage Dialogue s'est réuni pour étudier plus avant les résultats communiqués aux employés et aux équipes de direction au printemps. Un nouveau plan d'action national est en chantier et sera axé sur la poursuite des efforts pour améliorer la reconnaissance et le développement. De plus, partout à l'échelle de l'organisation, les gestionnaires discutent avec leur équipe et élaborent leur propre plan d'action pour répondre à des préoccupations précises.

Fonds Coup de pouce

Tous les ans, nous invitons les gestionnaires à déposer des demandes auprès du Fonds Coup de pouce. Ce Fonds de 200 000 dollars les aide à atteindre leurs cibles d'embauche de représentants issus de la diversité appartenant aux quatre groupes désignés (femmes, Autochtones, personnes handicapées et membres de minorités visibles) en finançant des stages, des occasions de perfectionnement et des aménagements du cadre de travail. Cette année, le Fonds a été lancé au cours du premier trimestre de 2013-2014 afin de permettre aux gestionnaires recruteurs de mieux planifier leur année. Nous avons reçu 56 demandes de financement, dont 28 ont été approuvées.

Régime de retraite de Radio-Canada

L'an dernier, dans le cadre de notre stratégie pour composer avec les compressions financières de 200 millions de dollars prévues dans le budget fédéral de 2012 et avec les autres pressions économiques allant de pair avec nos efforts pour demeurer un radiodiffuseur public moderne, nous avons annoncé notre intention de majorer la part des cotisations au Régime de retraite payée par les employés, sur une période de deux ans. Ainsi, les cotisations salariales ont été majorées de trois pour cent le 1er juillet 2012 pour atteindre 37 pour cent, puis de nouveau de trois pour cent le 1er juillet 2013 pour atteindre 40 pour cent. Ce changement réduira les coûts assumés par la Société d'une somme cumulative de 12 millions de dollars d'ici la fin de 2014-2015, et nous permettra de mieux harmoniser notre Régime de retraite avec ceux des autres sociétés d'État et du gouvernement fédéral.

Renouvellement de conventions collectives

Ce printemps, les représentants de CBC/Radio-Canada et du Syndicat des technicien(ne)s et artisan(e)s du réseau français (STARF) ont officiellement ratifié le renouvellement de leur convention collective pour un an, soit pour la période allant du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

Une nouvelle convention collective a également été signée par des représentants de CBC/Radio-Canada et de l'Union des artistes (UDA), cette fois pour la période allant du 27 mai 2013 au 14 novembre 2015.

Mettez-nous au défi!

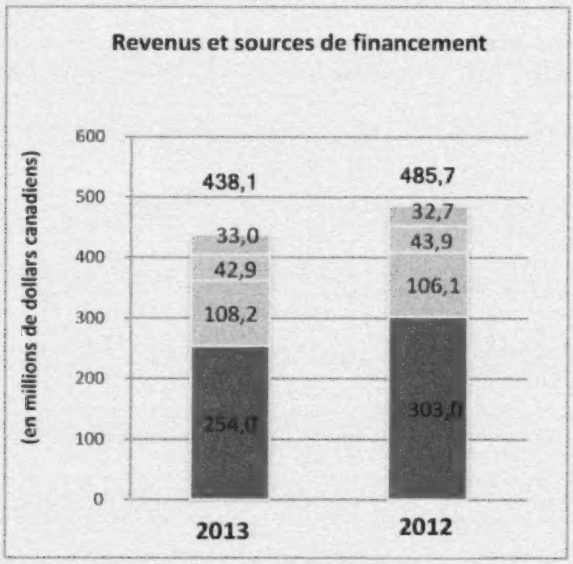
En avril, plus de 70 Radio-Canadiens et CBCers de partout au pays se sont rassemblés à Montréal pour participer à l'événement *Mettez-nous au défi!*, une séance de travail de deux jours durant laquelle les participants ont réfléchi à des questions essentielles à notre réussite future. Les sujets abordés comprenaient la transformation du paysage de la radiodiffusion, la création d'un environnement propice à la créativité, la diversité au travail et à l'antenne, ainsi que l'impact et l'influence de CBC/Radio-Canada comme diffuseur public. Certaines des recommandations qui ont été faites dans le cadre de ce forum seront intégrées au processus de planification stratégique de l'après-2015.

Responsabilité sociale de l'entreprise

Dans le cadre de l'initiative *Live Right Now*, CBC a annoncé que grâce à l'engagement et au dévouement de familles des quatre coins du pays, nous avons nourri 100 000 familles canadiennes défavorisées. En moins de trois mois, des milliers de Canadiens ont relevé le défi *Bring Healthier Home* afin de manger ensemble plus souvent. En adoptant des habitudes plus saines, les participants ont amélioré leur hygiène de vie tout en donnant un coup de main à des concitoyens dans le besoin. Depuis trois ans, *Live Right Now* fait bouger les choses dans le domaine de la santé au pays.

2.2 Capacité des ressources

Nous disposons de quatre sources de financement direct : le financement public pour les activités opérationnelles et les immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus tirés des services spécialisés et les revenus financiers et autres revenus.



La section 3 – Résultats et perspectives – renferme une analyse des écarts pour le trimestre 2013-2014 comparé à la même période l'an passé.

Financement public

Pour le premier trimestre de 2013-2014, le financement public a représenté environ 58 pour cent du total des revenus et des sources de financement. Cela comprenait 27,9 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé.

Le gouvernement fédéral a annoncé des réductions de financement dans le budget fédéral de 2012. Les réductions visant CBC/Radio-Canada s'élèvent à 115 millions de dollars jusqu'en 2014-2015. Elles comprennent, au cours de cette période, la disparition du financement ponctuel de 60 millions de dollars que la Société recevait annuellement depuis 2001. D'ici la fin de l'exercice en cours, le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles constaté en résultat devrait atteindre 956,9 millions de dollars, compte tenu d'une réduction de 69,6 millions de dollars de la somme reçue par CBC/Radio-Canada pour 2013-2014 comparativement au crédit accordé pour 2011-2012. La réduction totale de 115 millions de dollars sera appliquée d'ici 2014-2015.

Revenus publicitaires

Nous tirons des revenus de la vente de publicité sur nos chaînes de télévision généraliste et sur d'autres plateformes. Au cours du premier trimestre de 2013-2014, ces revenus ont représenté environ 25 pour cent du total des revenus et des sources de financement.

Les revenus publicitaires constatés au premier trimestre sont normalement plus élevés que ceux du deuxième trimestre du fait du caractère saisonnier de la grille de radiodiffusion.

Revenus tirés des services spécialisés

Les revenus des services spécialisés, qui comprennent les revenus d'abonnement et les revenus publicitaires des chaînes CBC News Network, *documentary*, Explora, ARTV et le Réseau de l'information de Radio-Canada (RDI) ont constitué environ 10 pour cent du total des revenus et des sources de financement pour le premier trimestre de 2013-2014.

Revenus financiers et autres revenus

Les revenus financiers et autres revenus, notamment les contributions provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL), du Fonds des médias du Canada (FMC) et d'activités comme la vente d'émissions, le marchandisage, la location de cars de reportage à des tiers, la location d'actifs immobiliers et la location d'espaces aux sites d'émetteurs de la Société, ont compté pour environ huit pour cent du total des revenus et des sources de financement au cours du premier trimestre de 2013-2014. De cette somme, les contributions provenant du FAPL se sont élevées à 10,4 millions de dollars. Le Fonds sera complètement supprimé le 31 août 2014.

Capacité d'emprunt

L'article 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre Plan d'entreprise pour être approuvé par le ministre des Finances.

En juin 2013, le ministre a donné son accord de principe à des emprunts d'un montant total de 25 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014. Les lignes directrices établies par le ministère des Finances limitent nos activités d'emprunt à des initiatives à court terme, avec une période de récupération d'un maximum de six ans. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté. Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

3. Résultats et perspectives

3.1 Résultats

Sommaire – Résultat net

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Revenus	184 152	182 705	0,8
Dépenses	(467 000)	(524 650)	11,0
Financement public	253 982	303 048	(16,2)
Résultat avant éléments hors activités opérationnelles	**(28 866)**	**(38 897)**	**25,8**
Éléments hors activités opérationnelles	(1 515)	(496)	(205,4)
Résultat net de la période	**(30 381)**	**(39 393)**	**22,9**
Résultat d'exploitation sur une base courante[2]	**(590)**	**(3 885)**	**84,8**

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

[2] Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté ci-dessous.

Au premier trimestre de l'exercice 2013-2014, le résultat d'exploitation sur une base courante s'est établi près du seuil de rentabilité, à -0,6 million de dollars, contre -3,9 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultat en IFRS

L'augmentation de 1,4 million de dollars (0,8 pour cent) des revenus est attribuable à une hausse des revenus publicitaires résultant de la diffusion, pendant le trimestre, de plus de matchs de la saison de hockey de la LNH à l'émission *Hockey Night in Canada*, la LNH ayant révisé son calendrier après le lock-out. Les dépenses ont diminué de 57,7 millions de dollars (11,0 pour cent) par rapport à celles du premier trimestre de l'exercice précédent à cause de la baisse des coûts opérationnels entraînée par la mise en œuvre d'initiatives de réduction des coûts. Ces initiatives avaient toutefois donné lieu à des coûts non récurrents l'an dernier. Le financement public comptabilisé dans ce trimestre a été inférieur de 49,1 millions de dollars (16,2 pour cent) à celui de la même période l'an dernier. Cette variation tient au financement des immobilisations moins élevé comptabilisé consécutivement à la dépréciation de nos actifs de télévision analogique et à la diminution de 21,5 millions de dollars du crédit comptabilisé pour les activités opérationnelles, compte tenu de la réduction de nos dépenses opérationnelles.

Le résultat net du premier trimestre de 2013-2014 représente une perte de 30,4 millions de dollars. Ce montant comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport du fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas au fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

Rapprochement du résultat net sous IFRS avec le résultat d'exploitation sur une base courante

CBC/Radio-Canada définit le « résultat d'exploitation sur une base courante » comme le « résultat net » en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure pour suivre la performance de la Société dans le temps et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec le financement public accordé pour les dépenses courantes. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de la période. Des ajustements concernent également la dépréciation et l'amortissement d'immobilisations ainsi que l'amortissement du financement des immobilisations différé, tous des éléments hors trésorerie. Leurs montants pour l'exercice sont inférieurs à ceux de 2012-2013. L'an dernier, la dotation aux amortissements, les pertes de valeur, les coûts de mise hors service et le financement des immobilisations étaient plus élevés en raison de l'abandon accéléré de nos actifs de télévision analogique, de l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI et d'autres initiatives de réduction des coûts. D'autres postes moins significatifs, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

Depuis le 1er avril 2013, CBC/Radio-Canada est tenue d'appliquer une norme comptable révisée (IAS 19R – *Avantages du personnel*). Il s'ensuit que, s'agissant des régimes de retraite, une plus grande portion des dépenses sans effet sur la trésorerie ne sont plus comptabilisées en « autres éléments du résultat global », mais entrent plutôt dans le calcul du résultat net de la période.

	Période de trois mois terminée le 30 juin		
(en milliers de dollars canadiens)	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Résultat net de la période	**(30 381)**	**(39 393)**	**22,9**
Éléments ne contribuant pas au fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport du fonds d'exploitation			
Avantages du personnel	16 085	14 973	(7,4)
Amortissement, pertes de valeur et coûts de mise hors service	32 564	65 511	50,3
Amortissement du financement des immobilisations différé	(27 856)	(55 435)	(49,8)
Autres	8 998	10 459	14,0
Résultat d'exploitation sur une base courante	**(590)**	**(3 885)**	**84,8**

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Sommaire – Total du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 juin		
	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Résultat net de la période	**(30 381)**	**(39 393)**	**22,9**
Autres éléments du résultat global	139 115	42 214	229,5
Total du résultat global de la période	**108 734**	**2 821**	**N/S**

N/S = Non significatif

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Outre l'incorporation de dépenses relatives aux régimes de retraite dans le résultat net, les gains actuariels sur les régimes de retraite et autres avantages du personnel de la Société ont porté ce trimestre les autres éléments du résultat global à 139,1 millions de dollars.

Effet de la révision de la norme comptable sur les régimes de retraite

La mise en application, le 1er avril 2013, de la norme comptable révisée IAS 19R – *Avantages du personnel*, a exigé des modifications aux informations financières pour toutes les périodes présentées dans ce rapport, augmentant du coup la charge de retraite comptabilisée en résultat net. Cependant, l'adoption de cette norme n'a pas eu d'effet sur les niveaux de capitalisation et de cotisation requis pour que la Société puisse remplir son obligation au titre des prestations de retraite.

En vertu de la norme révisée, le résultat net du trimestre terminé le 30 juin 2013 comprend une charge de retraite de 33,3 millions de dollars. Les chiffres du trimestre comparatif terminé le 30 juin 2012 ont été révisés, de sorte qu'une charge de retraite de 31,5 millions de dollars a été comptabilisée. C'est ainsi que, pour le trimestre terminé le 30 juin 2012, le résultat net a été diminué de 23,2 millions de dollars et les autres éléments du résultat global ont été augmentés du même montant.

La note 2, Principales méthodes comptables, des notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013, présente plus d'informations à cet égard.

Revenus

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2013	2012	Écart en %
Revenus publicitaires			
Services anglais	76 134	74 818	1,8
Services français	32 129	31 291	2,7
	108 263	106 109	2,0
Revenus tirés des services spécialisés			
CBC News Network	22 187	21 958	1,0
RDI	14 108	14 765	(4,4)
bold	-	1 048	N/S
Explora	701	237	195,8
documentary	1 590	1 521	4,5
ARTV	4 279	4 395	(2,6)
	42 865	43 924	(2,4)
Revenus financiers et autres revenus			
Services anglais	14 173	12 750	11,2
Services français	9 269	10 623	(12,7)
Services institutionnels	9 582	9 299	3,0
	33 024	32 672	1,1
TOTAL	**184 152**	**182 705**	**0,8**

N/S = Non significatif

Les paragraphes qui suivent expliquent l'augmentation de 1,4 million de dollars (0,8 pour cent) des revenus au premier trimestre de 2013-2014, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Revenus publicitaires

Les revenus publicitaires ont connu une hausse de 2,2 millions de dollars (2,0 pour cent) comparativement à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent. Les Services anglais ont vu leurs revenus publicitaires augmenter de 1,3 million de dollars (1,8 pour cent), principalement en raison de la diffusion, à l'émission *Hockey Night in Canada*, d'un plus grand nombre de matchs de la saison de hockey de la LNH après la fin du lock-out. Cependant, cette augmentation a été compensée en partie par des séries éliminatoires plus courtes qu'au même trimestre l'an dernier.

Du côté des Services français, les revenus publicitaires ont progressé de 0,8 million de dollars (2,7 pour cent) par rapport à la même période l'an dernier sous l'impulsion de nouvelles initiatives génératrices de revenus.

Services spécialisés

Les revenus tirés des services spécialisés au cours du trimestre ont accusé une baisse de 1,1 million de dollars (2,4 pour cent) comparativement à ceux de la même période l'an dernier. Aucun revenu n'a été comptabilisé pour la chaîne **bold**, qui a été vendue le 25 mars 2013. Les revenus d'abonnement du RDI ont reculé de 0,7 million de dollars (4,4 pour cent), mais les revenus plus élevés provenant d'Explora ont compensé en partie ce manque à recevoir. Ce nouveau service spécialisé a été lancé le 28 mars 2012 et a été distribué gratuitement pendant les trois premiers mois.

Revenus financiers et autres revenus

Les revenus financiers et autres revenus sont demeurés assez stables, en hausse de 0,4 million de dollars (1,1 pour cent) par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les contributions du FAPL pour les Services anglais ont progressé de 0,9 million de dollars alors que celles des Services français ont diminué de 1,1 million de dollars. Dans l'ensemble, les contributions du FAPL ont accusé une baisse de 0,2 million de dollars. Les Services anglais ont également reçu un financement accru du Fonds des médias du Canada (FMC).

La croissance de 0,3 million de dollars (3,0 pour cent) des revenus des services institutionnels provient essentiellement de la location d'installations de transmission.

Dépenses opérationnelles

	Période de trois mois terminée le 30 juin		
(en milliers de dollars canadiens)	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Services de télévision, de radio et de nouveaux médias			
Services anglais	257 232	263 093	(2,2)
Services français	152 814	167 324	(8,7)
	410 046	430 417	(4,7)
Services spécialisés			
CBC News Network	14 849	16 908	(12,2)
RDI	10 529	11 115	(5,3)
bold	-	593	N/S
Explora	916	1 123	(18,4)
documentary	1 018	917	11,0
ARTV	3 377	3 384	(0,2)
	30 689	34 040	(9,8)
Transmission, distribution et collecte	15 498	48 006	(67,7)
Administration nationale	2 666	3 068	(13,1)
Paiements aux stations privées	621	634	(2,1)
Charges financières	7 771	7 932	(2,0)
Perte sur la participation dans une entreprise associée	(291)	553	(152,6)
TOTAL	**467 000**	**524 650**	**(11,0)**

N/S = Non significatif

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Les paragraphes qui suivent expliquent la diminution de 57,7 millions de dollars (11,0 pour cent) des dépenses opérationnelles du trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Services de télévision, de radio et de nouveaux médias

Au premier trimestre de 2013-2014, les dépenses des Services anglais ont été inférieures de 5,9 millions de dollars (2,2 pour cent) à celles du trimestre comparatif de l'exercice précédent. Cela est principalement attribuable aux dépenses engagées à la même période l'an dernier pour le versement d'indemnités de cessation d'emploi dans le cadre des initiatives de réduction des coûts mises en œuvre après le budget fédéral de 2012.

Les dépenses des Services français ont également été en deçà de celles de l'exercice précédent, l'écart de 14,5 millions de dollars (8,7 pour cent) étant surtout le résultat d'initiatives pour réduire les coûts de programmation et les coûts opérationnels de Radio Canada International (RCI). Les dépenses engagées au premier trimestre de l'exercice précédent au titre des indemnités de cessation d'emploi ont également été un facteur.

Services spécialisés

Les dépenses des Services spécialisés ont été inférieures de 3,4 millions de dollars (9,8 pour cent) à celles du trimestre comparatif de l'exercice précédent. La diminution de 2,1 millions de dollars (12,2 pour cent) enregistrée par CBC News Network tient principalement à une baisse des dépenses de programmation et de collecte des nouvelles au premier trimestre de 2013-2014. La vente de la chaîne **bold** a entraîné une économie de 0,6 million de dollars.

Autres dépenses opérationnelles

Les coûts de transmission, de distribution et de collecte ont été réduits de 32,5 millions de dollars (67,7 pour cent) par rapport à ceux de la même période l'an dernier. Cette réduction est principalement le fait de l'accélération de la mise hors service des derniers émetteurs de télévision analogique et de l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI. Ces deux événements ont entraîné une augmentation de la dotation aux amortissements et des pertes de valeur ainsi que la constatation de coûts de mise hors service au premier trimestre de 2012-2013. La cessation de ces activités a également eu pour effet d'abaisser les coûts opérationnels.

Le poste de l'administration nationale a légèrement diminué par rapport au premier trimestre de l'an dernier, au cours duquel plusieurs projets ponctuels ont été réalisés.

Financement public

	Période de trois mois terminée le 30 juin		
(en milliers de dollars canadiens)	**2013**	**2012**	**Écart en %**
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	225 126	246 613	(8,7)
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	27 856	55 435	(49,8)
TOTAL	**253 982**	**303 048**	**(16,2)**

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles a diminué de 21,5 millions de dollars (8,7 pour cent) au premier trimestre comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les crédits parlementaires sont comptabilisés en fonction des besoins prévus, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période.

D'ici la fin de l'exercice 2013-2014, le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé comme revenu devrait s'élever à 956,9 millions de dollars, en baisse de 42,6 millions de dollars par rapport à 2012-2013. Cette baisse correspond à notre participation aux réductions de financement annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2012.

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé comme un financement des immobilisations différé. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. La diminution de 27,6 millions de dollars (49,8 pour cent) au premier trimestre est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement parce que nos actifs de télévision analogique sont maintenant complètement amortis.

Éléments hors activités opérationnelles

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 juin		
	2013	2012	Écart en %
Perte nette sur la sortie d'immobilisations corporelles	(1 515)	(496)	(205,4)
Éléments hors activités opérationnelles	**(1 515)**	**(496)**	**205,4**

Les éléments hors activités opérationnelles ont affiché une perte de 1,5 million de dollars par rapport à une perte de 0,5 million de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette perte s'explique par les sorties d'équipements dans le cadre du programme continu de modernisation des équipements de la Société.

Total du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 juin		
	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Résultat net de la période	**(30 381)**	**(39 393)**	**22,9**
Autres éléments du résultat global			
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	139 115	42 214	229,5
Total du résultat global de la période	**108 734**	**2 821**	**N/S**

N/S = Non significatif

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au premier trimestre de 2013-2014, des gains totalisant 139,1 millions de dollars sont comptabilisés au titre des autres éléments du résultat global, contre des gains de 42,2 millions de dollars au même trimestre l'an dernier. Ces gains découlent des variations de la valeur des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Ces valeurs fluctuent considérablement lorsque les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles. Les réévaluations trimestrielles, qui comprennent entre autres les écarts actuariels sur le passif au titre des prestations définies et le rendement des actifs du régime à l'exclusion des revenus d'intérêt reconnu en résultat net, sont immédiatement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Les réévaluations trimestrielles des régimes de retraite à prestations définies de 139,1 millions de dollars enregistrées ce trimestre ont contribué à une amélioration de la situation nette du Régime, calculée comme suit :

- une augmentation du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation au titre des régimes de retraite, lequel est passé de 4,00 pour cent à 4,50 pour cent, donnant lieu à des gains actuariels de 380,2 millions de dollars. Conformément à la stratégie de placement en fonction du passif, ces gains ont été compensés en partie par :
- une perte de 252,0 millions de dollars sur les actifs des régimes de retraite ce trimestre.

Au premier trimestre de 2012-2013, les gains de 42,2 millions de dollars comptabilisés au titre des autres éléments du résultat global étaient principalement attribuables aux gains de 40,3 millions de dollars sur les actifs des régimes de retraite qui ont généré un rendement réel trimestriel de 1,8 pour cent.

3.2 Situation financière, flux de trésorerie et liquidités

Les flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles, d'investissement et de financement pour le trimestre terminé le 30 juin 2013 sont résumés dans le tableau suivant. Notre solde de trésorerie s'élevait à 64,0 millions de dollars au 30 juin 2013, comparativement à 51,5 millions de dollars au 31 mars 2013.

Position de trésorerie

	Période de trois mois terminée le 30 juin		
(en milliers de dollars canadiens)	**2013**	**2012**	**Écart en %**
Flux de trésorerie - Début de la période	**51 459**	**64 277**	**(19,9)**
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	17 544	19 425	(9,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(25 763)	(25 696)	(0,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	20 658	14 506	42,4
Écart net	12 439	8 235	(51,1)
Flux de trésorerie - Fin de la période	**63 898**	**72 512**	**(11,9)**

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 17,5 millions de dollars, ce qui représente une légère baisse par rapport aux entrées de 19,4 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. Des variations normales du fonds de roulement sont à l'origine de l'écart.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de 25,8 millions de dollars, contre 25,7 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. Les sorties de trésorerie ont été constituées de paiements d'intérêts de 14,4 millions de dollars et d'autres engagements totalisant 11,3 millions de dollars relatifs aux remboursements semestriels des obligations liées au Centre canadien de radiodiffusion, à des effets à payer et à l'obligation au titre de contrats de location-financement.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 20,7 millions de dollars ce trimestre, contre 14,5 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. Comme l'an passé, les crédits parlementaires reçus pour le financement des immobilisations ont généré des entrées de trésorerie de 26 millions de dollars. Cette augmentation globale s'explique en grande partie par le moment auquel des acquisitions d'immobilisations ont été effectuées pendant le trimestre. Dans le trimestre considéré, ces acquisitions ont totalisé 7,9 millions de dollars, par rapport à 12,9 millions de dollars au trimestre correspondant l'an dernier.

3.3 Le point sur les perspectives et les risques

L'exercice 2013-2014 marque la deuxième année d'application du plan financier triennal que nous avons rendu public le 4 avril 2012 en réaction à la réduction de 115 millions de dollars de notre crédit parlementaire inscrite dans le budget fédéral de 2012. Nous continuons de suivre ce plan de près et nous le rajustons au gré de l'évolution de la situation de manière à tenir le cap sur deux objectifs fondamentaux : i) maintenir notre capacité de nous acquitter du mandat que nous confère la *Loi sur la radiodiffusion* et ii) continuer d'appliquer la Stratégie 2015 en offrant des émissions canadiennes de grande qualité, en augmentant notre présence régionale et les retombées de notre action à l'échelle locale, et en investissant davantage dans les plateformes numériques. Il n'en reste pas moins que des défis importants nous attendent.

Le succès de notre plan financier dépendra fortement de la vitalité du marché de la publicité et de la hauteur globale de nos revenus. Le CRTC a annoncé le 28 mai 2013 sa décision d'approuver, dans certaines limites, la diffusion de publicité sur Espace musique et CBC Radio 2. Nous évaluons actuellement les répercussions de cette décision, et nous mettrons en œuvre d'autres mesures pour combler le manque à gagner ainsi créé par rapport à notre plan.

Le gouvernement fédéral a annoncé, dans son budget de 2010, d'autres mesures de limitation des coûts, notamment l'abolition du financement de l'inflation des salaires de 2010-2011 à 2012-2013. Cette période étant maintenant terminée, CBC/Radio-Canada s'attend à bénéficier à nouveau de ce financement en 2013-2014, bien qu'elle n'ait reçu aucune confirmation du Conseil du Trésor pour ce qui est du montant prévu.

L'entente visant les droits de diffusion télévisuelle et numérique conclue par CBC avec la LNH vient à échéance en juin 2014. Les négociations de renouvellement de cette entente, associée à une pièce maîtresse de notre programmation, sont en cours.

Un certain nombre de conventions collectives doivent être renouvelées en 2013 et en 2014. La réussite des négociations avec nos syndicats renforce notre entreprise, notre image de marque et nos relations de travail.

Le 1er août 2012, le Comité international olympique a annoncé qu'il nous accordait les droits de radiodiffusion pour le Canada des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi en février 2014 et des Jeux olympiques d'été de Rio en août 2016. La diffusion de ces événements sportifs internationaux de prestige entraînera une augmentation importante de nos revenus et de nos dépenses en 2013-2014 et en 2016-2017, mais nous prévoyons être en mesure d'au moins atteindre l'équilibre budgétaire sur ce plan.

Nous nous attendons à ce que notre portefeuille immobilier génère des revenus accrus, étant donné que nous libérons certains immeubles que nous détenons en propre pour louer des locaux convenant mieux à nos activités et moins coûteux, ou que nous donnons en location l'espace inutilisé dans d'autres de nos immeubles. Nous nous préparons d'ailleurs à accueillir un nouveau locataire qui occupera environ 168 000 pieds carrés au Centre de radiodiffusion de Toronto. Nous avons également amorcé le processus de transfert dans un immeuble loué des activités exercées dans deux immeubles dont nous sommes propriétaires à Halifax. En juin 2013, nous avons lancé une demande de propositions pour examiner différentes options de réaménagement pour notre établissement de Montréal. Les soumissionnaires doivent déposer leur proposition d'ici mars 2014.

Une analyse détaillée des risques et des stratégies d'atténuation est incluse dans le rapport annuel de 2012-2013, et est complétée par une analyse de l'évolution des principaux risques comprise dans nos rapports trimestriels, le cas échéant.

4. Présentation de l'information financière

4.1 Estimations comptables importantes et conventions comptables futures

Les modifications futures de conventions comptables sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

4.2 Transactions entre parties liées

Dans le cadre de l'exploitation courante, la Société conclut des transactions avec des parties liées. Voir la note 17 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés résumés conformément à la norme IAS 34 : *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés résumés non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés.

Hubert T. Lacroix,

Président-directeur général

Suzanne Morris,

Vice-présidente et chef de la direction financière

Ottawa, Canada
22 août 2013

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité)

($ canadiens)

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013 (révisés - NOTE 2)
ACTIF		
Courant		
Trésorerie	63 898	51 459
Clients et autres créances (NOTE 3)	197 024	184 470
Programmation (NOTE 4)	157 518	145 379
Stocks de marchandisage	779	755
Charges payées d'avance (NOTE 5)	102 435	137 563
Billets à recevoir	2 191	2 154
Investissement net dans un contrat de location-financement	2 432	2 387
Instruments financiers dérivés (NOTE 18)	696	629
Actifs classés comme détenu en vue de la vente (NOTE 6)	5 196	1 801
	532 169	**526 597**
Non courant		
Immobilisations corporelles (NOTE 6)	971 515	997 710
Immobilisations incorporelles (NOTE 7)	18 443	17 563
Actifs sous contrat de location-financement	39 312	41 374
Billets à recevoir	47 692	48 250
Investissement net dans un contrat de location-financement	52 082	52 706
Charges différées	13 448	9 509
Participation dans des entreprises associées (NOTE 8)	2 308	3 490
	1 144 800	**1 170 602**
TOTAL DE L'ACTIF	**1 676 969**	**1 697 199**
PASSIF		
Courant		
Créditeurs et charges à payer (NOTE 9)	63 187	96 213
Provisions (NOTE 11)	52 227	51 296
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 10)	132 640	135 593
Dette obligataire	15 509	20 578
Obligation au titre de contrats de location-financement	10 962	10 906
Effets à payer	6 675	7 960
Revenus différés	10 044	8 982
Crédit parlementaire d'exploitation reporté (NOTE 13)	47 910	-
Passif d'encaissement anticipé	1 875	1 875
	341 029	**333 403**
Non courant		
Revenus différés	9 307	9 039
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 10)	220 570	343 605
Dette obligataire	270 918	277 008
Obligation au titre de contrats de location-financement	41 652	44 447
Effets à payer	110 003	113 049
Financement des immobilisations différé (NOTE 13)	523 804	525 696
	1 176 254	**1 312 844**
Capitaux propres		
Résultats non distribués	159 065	50 392
Total des capitaux propres attribuables à la Société	**159 065**	**50 392**
Participations ne donnant pas le contrôle	**621**	**560**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**159 686**	**50 952**
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	**1 676 969**	**1 697 199**

Engagements (NOTE 18)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat

(non audité)

($ canadiens)

(en milliers de dollars)	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2013	2012 (révisés - NOTE 2)
REVENUS (NOTE 12)		
Publicité	108 263	106 109
Services spécialisés	42 865	43 924
Autres revenus	30 862	30 325
Revenus financiers	2 162	2 347
	184 152	**182 705**
CHARGES		
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	410 046	430 417
Services spécialisés	30 689	34 040
Transmission, distribution et collecte	15 498	48 006
Administration nationale	2 666	3 068
Paiements aux stations privées	621	634
Charges financières	7 771	7 932
Quote-part des profits de l'entreprise associée	(291)	563
	467 000	**524 650**
Perte opérationnelle avant financement public et éléments hors activités opérationnelles	**(282 848)**	**(341 945)**
FINANCEMENT PUBLIC (NOTE 13)		
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	225 128	246 613
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000
Amortissement du financement des immobilisations différé	27 856	55 435
	253 982	**303 048**
Résultat net avant éléments hors activités opérationnelles	**(28 866)**	**(38 897)**
ÉLÉMENTS HORS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(1515)	(496)
	(1 515)	**(496)**
Résultat net de la période	**(30 381)**	**(39 393)**
Résultat net attribuable :		
À la Société	(30 442)	(39 466)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	61	73
	(30 381)	(39 393)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité)

($ canadiens)

(en milliers de dollars)	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2013	2012 (révisés- NOTE 2)
RÉSULTAT GLOBAL		
Résultat net de la période	(30 381)	(39 393)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net		
Gains actuariels liés aux régimes à prestations définies	139 115	42 214
Total du résultat global de la période	**108 734**	**2 821**
Total du résultat global attribuable :		
À la Société	108 673	2 748
Aux participations ne donnant pas le contrôle	61	73
	108 734	2 821

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres (non audité)

($ canadiens)

(en milliers de dollars)	Pour les trois mois terminés le 30 juin 2013		
	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2013, tel qu'indiqué précédemment	50 162	560	50 722
Variations de la période			
Changement résultant de l'application rétrospective d'une norme comptable révisée (NOTE 2)	230	-	230
Résultat net de la période	(30 442)	61	(30 381)
Gains actuariels sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	139 115	-	139 115
Total du résultat global pour la période	108 673	61	108 734
Solde au 30 juin 2013	**159 065**	**621**	**159 686**

(en milliers de dollars)	Pour les trois mois terminés le 30 juin 2012		
	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 1er avril 2012, tel qu'indiqué précédemment	60 996	356	61352
Variations de la période			
Changement résultant de l'application rétrospective d'une norme comptable révisée (NOTE 2)	306	-	306
Résultat net de la période (révisé - NOTE 2)	(39 466)	73	(39 393)
Gains actuariels sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (révisés - NOTE 2)	42 214	-	42 214
Total du résultat global pour la période	2 748	73	2 821
Solde au 30 juin 2012	**64 050**	**429**	**64 479**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie (non audité)

($ canadiens)

(en milliers de dollars)	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2013	2012 (révisés - NOTE 2)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)		
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net de la période	(30 381)	(39 393)
Ajustements :		
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	1515	496
Revenus d'intérêts	(2 182)	(2 347)
Charges financières	7 771	7 932
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	(67)	(412)
Amortissement des immobilisations corporelles	28 801	47 210
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 728	4 373
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement	2 062	2 000
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	6 540
Quote-part des profits de l'entreprise associée	(291)	553
Variation des charges différées	(3 939)	(2 012)
Amortissement du financement des immobilisations différé	(27 858)	(55 435)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	47 910	31 819
Variation des revenus différés [non courants]	51	105
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courants]	11 576	13 072
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courants]	16 079	14 973
Variation des participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Accroissement des billets à recevoir	(5)	(5)
Variations du fonds de roulement (NOTE 15)	(35 250)	(10 044)
	17 544	**19 425**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de l'obligation au titre de contrats de location-financement	(2 738)	(2 543)
Remboursement de la dette obligataire	(5 656)	(5 253)
Remboursement d'effets à payer	(2 930)	(2 797)
Intérêts payés	(14 439)	(15 103)
	(25 763)	**(25 696)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Crédit parlementaire pour financement des immobilisations (NOTE 13)	25 964	25 569
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 912)	(12 920)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 748)	(1 533)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	536	40
Recouvrement des billets à recevoir	518	482
Recouvrement d'investissement net dans un contrat de location-financement	549	511
Dividende reçu	1 473	-
Intérêts reçus	2 276	2 357
	20 658	**14 506**
Variation de la trésorerie	**12 439**	**8 235**
Trésorerie, début de la période	**51 459**	**64 277**
Trésorerie, fin de la période	**63 898**	**72 512**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2013 (non audité)

(en dollars canadiens)

1. Renseignements généraux

À titre de radiodiffuseur public national, CBC/Radio-Canada (la Société) offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, de télévision et de nouveaux médias présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

La Société est une société d'État fédérale domiciliée au Canada. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) KIP 1K9.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 22 août 2013.

2. Principales méthodes comptables

A. Déclaration de conformité

La Société a établi les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

B. Base de préparation

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule que la plupart des sociétés d'État mères doivent établir et rendre public un rapport financier trimestriel conforme à la Norme sur *les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la société.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet l'IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités. Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles fournies

dans les plus récents états financiers consolidés annuels audités de la Société, à l'exception des changements de méthodes comptables exposés à la note 2C.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

- La Société n'est plus tenue d'estimer le rendement attendu des actifs des régimes de retraite par suite de l'application de normes comptables révisées (voir la note 2C).
- La Société consolide la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada et le Broadcast Centre Trust puisqu'elle considère qu'elle contrôle ces entités émettrices tel que défini sous IFRS 10. Même si les jugements ayant trait à ces entités émettrices ont changé par suite de l'adoption d'IFRS 10, ceci n'a pas affecté les états financiers consolidés de la Société tel que présenté à la note 2C.

C. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées

La Société a adopté les nouvelles prises de position suivantes publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, et les a appliquées le 1er avril 2013. Les normes nouvelles et les modifications apportées à des normes existantes ont eu les effets décrits ci-après sur les montants comptabilisés, la présentation de soldes ou la communication d'informations connexes dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2013 et pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013.

Modifications à IAS 19 Avantages du personnel (IAS 19R)

La norme IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011 afin d'éliminer l'option du report de la comptabilisation des gains et des pertes, de modifier la présentation des variations de la valeur de l'obligation au titre des prestations définies et de celle des actifs du régime dans l'état du résultat global, d'exiger que l'intérêt net soit calculé au moyen du taux de rendement d'une obligation de société de première qualité, et enfin, d'améliorer les informations à fournir sur les risques associés aux régimes à prestations définies.

L'adoption de la norme révisée entraîne des conséquences dont la principale a trait au changement de méthode de calcul des revenus d'intérêts nets tirés des actifs des régimes pension. Ce n'est plus le rendement attendu des actifs des régimes qui est comptabilisé, comme cela était le cas jusqu'à présent en vertu de la norme précédente, mais plutôt les intérêts calculés au moyen du taux d'actualisation qui sert à mesurer l'obligation au titre des prestations définies. La nouvelle obligation de comptabiliser immédiatement en résultat net tous les frais d'administration autres que les coûts de gestion des actifs

2. Principales méthodes comptables (suite)

des régimes a également une incidence, toutefois moindre, sur le résultat net. Plus de précisions sur ces modifications sont données à la note 2 des états financiers de fin d'exercice de la Société.

La première application d'IAS 19R est assujettie à des dispositions transitoires particulières. La Société s'est conformée à ces dispositions et a révisé les chiffres comparatifs de façon rétrospective (voir le tableau ci-dessous).

État consolidé du résultat

Pour les pour les trois mois terminés le 30 juin 2012 *(en milliers de dollars)*	Référentiel antérieur	Effets d'IAS 19R	Chiffres révisés
REVENUS	182 705	-	182 705
CHARGES			
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	409 978	20 199	430 177
Services spécialisés	32 191	2 089	34 280
Transmission, distribution et collecte	47 310	696	48 006
Administration nationale	2 836	232	3 068
Paiements aux stations privées	634	-	634
Charges financières	7 932	-	7 932
Quote-part des profits de l'entreprise associée	553	-	553
	501 434	23 216	524 650
FINANCEMENT PUBLIC	303 048	-	303 048
ÉLÉMENTS HORS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	(496)	-	(496)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	**(16 177)**	**(23 216)**	**(39 393)**

État consolidé du résultat global

Pour les pour les trois mois terminés le 30 juin 2012 *(en milliers de dollars)*	Référentiel antérieur	Effets d'IAS 19R	Chiffres révisés
RÉSULTAT GLOBAL			
Résultat net de l'exercice	(16 177)	(23 216)	(39 393)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net			
Gains actuariels liés aux régimes à prestations définies	18 998	23 216	42 214
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	**2 821**	-	**2 821**

2. Principales méthodes comptables (suite)

État consolidé de la situation financière

Au 31 mars 2013 *(en milliers de dollars)*	Référentiel antérieur	Effets d'IAS 19R	Chiffres révisés
PASSIF			
Courant			
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	135 593	-	135 593
Non courant			
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	343 835	(230)	343 605
CAPITAUX PROPRES			
Résultats non distribués	50 162	230	50 392
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE			
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	**1 697 199**	**-**	**1 697 199**

IFRS 13 Évaluation de la juste valeur

La norme IFRS 13 définit la juste valeur, établit un cadre unique de dispositions sur la détermination de la juste valeur et comporte des obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur. Elle vise les IFRS qui imposent, ou permettent, les évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations à leur sujet. La norme impose de fournir plus d'informations qui ont trait particulièrement aux niveaux de la hiérarchie des justes valeurs dans le cas des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur et, de ce fait, au mode de calcul de ces justes valeurs.

La Société a appliqué cette norme de façon prospective pour l'exercice ouvert le 1er avril 2013. En outre, en vertu des dispositions transitoires intégrées dans la norme, les entités n'ont pas à appliquer les obligations d'information d'IFRS 13 aux informations comparatives fournies pour les périodes antérieures à la première application de la norme. Eu égard à ces dispositions, la Société n'a pas fourni les nouvelles informations exigées par IFRS 13 pour la période comparative de 2012 (se reporter à la note 18 sur les informations pour la période considérée). Exception faite du supplément d'information à fournir, l'application d'IFRS 13 n'a eu aucun effet sur les états financiers consolidés de la Société.

Modifications à IAS 1 Présentation des états financiers

La Société a appliqué pour la première fois dans la période les changements apportés par le projet de modification d'IAS 1, *Présentation des autres élément du résultat global*. La norme IAS 1 a été modifiée en juin 2011 afin de revoir les exigences de présentation des autres éléments du résultat global : obligation de présenter des totaux partiels distincts des autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net (p. ex., la couverture de flux de trésorerie, la conversion de devises) et de ceux qui ne le sont pas (p. ex., la juste valeur des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global selon IFRS 9). Dans la version modifiée, les entités ont encore le choix de présenter le résultat net et les autres éléments du résultat global dans un seul état ou dans deux états séparés mais qui se suivent. La Société a ajouté les informations exigées concernant les autres éléments du résultat global et a maintenu les deux états séparés.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Autres normes adoptées

La Société a adopté le 1er avril 2013 les nouvelles normes et les modifications suivantes sans que cela ait un effet important sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires :

- IFRS 10 États financiers consolidés
- IFRS 11 Partenariats
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- Modifications à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 – Guide de transition
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011 publiées en mai 2012

Plus de précisions sur ces modifications sont données à la note 2 des états financiers de fin d'exercice de la Société.

D. Modifications futures de conventions comptables

Les normes et les interprétations suivantes publiées par l'IASB ne sont pas encore en vigueur. La direction procède actuellement à leur examen.

IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9, publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, s'inscrit dans une démarche progressive visant à remplacer la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'approche préconisée dans IFRS 9 est fondée sur le mode de gestion des instruments financiers appliqué par l'entité dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des modifications qui ont pour effet de reporter la date d'application obligatoire de la norme et exige la communication d'informations additionnelles pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015.

Modifications à IAS 36 Dépréciation d'actifs

IAS 36 a été modifiée en mai 2013 afin de prescrire la présentation d'informations supplémentaires sur l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés, particulièrement si cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ces modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014.

3. Clients et autres créances

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Comptes clients	186 005	171 542
Provision pour créances douteuses	(3 676)	(3 627)
Autres	14 695	16 555
	197 024	**184 470**

La durée moyenne de crédit est de 30 jours. La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les cas où il existe une indication objective de dépréciation. Une indication objective de dépréciation d'un portefeuille de créances peut être, notamment, des recouvrements de paiements effectués par la Société dans le passé, une augmentation du nombre de retards dans les paiements qui dépassent la durée moyenne de crédit, ainsi que des changements observables dans la situation économique nationale ou locale qui sont en corrélation avec les défaillances sur les créances.

Avant d'accepter tout nouveau client, la Société examine sa demande de crédit. Elle peut avoir recours à une agence externe d'évaluation de la solvabilité pour déterminer la qualité du crédit du client potentiel et le plafond de crédit qui lui sera fixé. Les plafonds de crédit et les cotes de solvabilité des clients sont revus au moins tous les ans pour déterminer s'il y a lieu de les modifier. De plus, la Société assure un suivi pendant l'année pour déceler toute indication de la détérioration de la qualité du crédit de ses clients.

Aucun client unique n'est responsable de plus de cinq pour cent du solde total des comptes clients.

Les comptes clients indiqués dans le tableau ci-dessus comprennent des créances (voir la note 3A) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

Comme d'autres radiodiffuseurs, la Société a recours à des agences, qui effectuent la majorité de ses ventes de publicité dans ses médias généralistes. Le délai de paiement habituel de ces agences dépasse la durée de crédit de 30 jours appliquée en moyenne par la Société. En raison de ce décalage, une partie importante des comptes clients de la Société sont en souffrance, mais non dépréciés.

La Société ne détient aucune garantie ni aucun rehaussement de crédit relativement à ces créances.

A. Ancienneté des comptes clients en souffrance mais non dépréciés

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
31 à 60 jours	45 964	37 359
61 à 90 jours	28 727	17 392
plus de 90 jours	30 927	22 594
Total	**105 618**	**77 345**

3. Clients et autres créances (suite)

B. Variation de la provision pour créances douteuses

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Solde au début de l'excercice	(3 627)	(1 979)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	257	536
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	184	384
Augmentation de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(490)	(2 568)
Solde à la fin de la période	**(3 676)**	**(3 627)**

La concentration du risque de crédit est limitée en raison de la grande clientèle de la Société et de l'absence de liens entre les clients.

4. Programmation

A. Programmation par catégorie

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Émissions produites - complétées	61 751	80 015
Émissions produites en cours de production	71 708	38 978
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion	24 059	26 386
	157 518	**145 379**

B. Variation de la programmation

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Solde d'ouverture	145 379	166 104
Ajouts	302 382	1 041 480
Émissions diffusées	(290 243)	(1 062 205)
	157 518	**145 379**

La programmation comprend les émissions de la télévision généraliste et spécialisée.

Les sorties au titre de la programmation pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013 représentent 1,6 million de dollars (0,5 million en 2012). Elles sont essentiellement le fait de projets achevés, d'émissions qui n'ont pas été télédiffusées depuis deux ans ou qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

5. Charges payées d'avance

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Droits sur les émissions	72 225	105 605
Ententes de services	30 210	31 958
	102 435	**137 563**

6. Immobilisations corporelles

A. Coût, amortissement cumulé et dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Coût	2 193 599	2 211 720
Amortissement cumulé et dépréciation	(1 222 084)	(1 214 010)
	971 515	**997 710**

6. Immobilisations corporelles (suite)

(en milliers de dollars)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2013	179 630	542 901	52 866	1 274 106	138 738	23 479	**2 211 720**
Acquisitions	-	-	-	2 757	503	4 652	**7 912**
Transferts (Référer à la note 7)	-	1 244	159	6 322	723	(8 308)	**140**
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(3 311)	(287)	-	-	-	-	**(3 598)**
Sorties et amortissements complets	-	(145)	-	(19 449)	(2 981)	-	**(22 575)**
Coût au 30 juin 2013	**176 319**	**543 713**	**53 025**	**1 263 736**	**136 983**	**19 823**	**2 193 599**
Amortissement cumulé et dépréciation au 31 mars 2013	(423)	(146 971)	(23 910)	(940 444)	(102 262)	-	**(1 214 010)**
Amortissement pour la période	-	(8 703)	(761)	(16 151)	(3 186)	-	**(28 801)**
Amortissement inversé des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	157	-	-	-	-	**157**
Amortissement inversé à la sortie	-	45	-	17 548	2 977	-	**20 570**
Amortissement cumulé et dépréciation au 30 juin 2013	**(423)**	**(155 472)**	**(24 671)**	**(939 047)**	**(102 471)**	-	**(1 222 084)**
Valeur comptable nette au 30 juin 2013	**175 896**	**388 241**	**28 354**	**324 689**	**34 512**	**19 823**	**971 515**

6. Immobilisations corporelles (suite)

(en milliers de dollars)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2012	181 200	525 009	46 888	1 287 700	139 325	35 000	**2 215 122**
Acquisitions	-	18 737	3 794	54 143	9 111	18 998	**104 783**
Transferts (Référer à la note 7)	4	11 463	2 748	14 198	1 891	(30 473)	**(169)**
Actif classé comme détenu en vue de la vente	(980)	(5 837)	-	(3 469)	(2 367)	-	**(12 653)**
Sorties et amortissements complets	(594)	(6 471)	(564)	(78 466)	(9 222)	(46)	**(95 363)**
Coût au 31 mars 2013	**179 630**	**542 901**	**52 866**	**1 274 106**	**138 738**	**23 479**	**2 211 720**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	-	(118 928)	(21 249)	(926 896)	(100 061)	-	**(1 167 134)**
Amortissement pour l'exercice	-	(35 761)	(3 011)	(86 091)	(13 030)	-	**(137 893)**
Dépréciation	(423)	-	-	(6 117)	(446)	-	**(6 986)**
Amortissement inversé des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	5 297	-	3 423	2 366	-	**11 086**
Amortissement inversé à la sortie	-	2 421	350	75 237	8 909	-	**86 917**
Amortissement cumulé et dépréciation au 31 mars 2013	**(423)**	**(146 971)**	**(23 910)**	**(940 444)**	**(102 262)**	-	**(1 214 010)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	**179 207**	**395 930**	**28 956**	**333 662**	**36 476**	**23 479**	**997 710**

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 19,2 millions de dollars au 30 juin 2013 (8,3 millions au 31 mars 2013).

B. Dépréciation

En l'absence de tout indice de dépréciation pendant le trimestre en cours, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée en résultat net.

Une perte de valeur de 6,5 millions de dollars a été comptabilisée en résultat net au premier trimestre de l'exercice précédent du fait de l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI. Une dotation aux amortissements supplémentaire de 19,6 millions de dollars relative à l'accélération de la mise hors service des derniers émetteurs de télévision analogique a été comptabilisée à l'État du résultat de la Société.

6. Immobilisations corporelles (suite)

C. Actifs classés comme détenus en vue de la vente

Avec l'essor de la diffusion en haute définition, la Société a cessé d'utiliser un car de reportage équipé pour la définition standard. Elle l'a donc mis en vente et entend s'en départir dans les douze prochains mois. La valeur comptable nette de ce car s'établit à 0,2 million de dollars au 30 juin 2013 (0,2 million au 31 mars 2013).

Dans le cadre de son plan financier, la Société a élaboré une stratégie de rationalisation des biens immobiliers dont elle est propriétaire. Dans cette optique, un terrain, situé à Iqaluit (Nunavut), est classé comme détenu en vue de la vente à des fins comptables. Il a une valeur comptable de 0,5 million de dollars au 30 juin 2013 (0,5 million au 31 mars 2013) et devrait être vendu dans les douze prochains mois.

La Société a également classé 57 sites de transmission comme détenus en vue de la vente, puisqu'elle n'en a plus d'utilité depuis l'arrêt de la transmission analogique de signaux de télévision. Ces sites ont une valeur comptable nette de 1,0 million de dollars au 30 juin 2013 (1,0 million au 31 mars 2013) et seront vendus individuellement par voie d'offre de vente publique.

Enfin, la Société a classé comme détenus en vue de la vente un immeuble et un terrain situés à Halifax (Nouvelle-Écosse), car elle entend regrouper les activités médias (radio, télévision et nouveaux médias) des Services anglais et des Services français dans un nouvel emplacement. Ces actifs ont une valeur comptable nette de 3,4 millions de dollars au 30 juin 2013 et devraient être vendus dans les douze prochains mois.

7. Immobilisations incorporelles

La valeur comptable des immobilisations incorporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	**30 juin 2013**	**31 mars 2013**
Coût	158 533	155 925
Amortissement cumulé	(140 090)	(138 362)
	18 443	**17 563**

(en milliers de dollars)	**Logiciels développés à l'interne**	**Logiciels acquis**	**Projets d'immobilisations inachevés**	**Total**
Coût au 31 mars 2013	139 316	14 316	2 293	**155 925**
Acquisitions	-	28	2 720	**2 748**
Transferts (Référer à la Note 6)	489	501	(1 130)	**(140)**
Coût au 30 juin 2013	**139 805**	**14 845**	**3 883**	**158 533**
Amortissement cumulé au 31 mars 2013	(134 328)	(4 034)	-	**(138 362)**
Amortissement pour la période	(999)	(729)	-	**(1 728)**
Amortissement cumulé au 30 juin 2013	**(135 327)**	**(4 763)**	**-**	**(140 090)**
Valeur comptable nette au 30 juin 2013	**4 478**	**10 082**	**3 883**	**18 443**

7. Immobilisations incorporelles (suite)

(en milliers de dollars)	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2012	138 331	10 596	1 880	150 807
Acquisitions	1 236	2 542	2 191	5 969
Transferts (Référer à la note 6)	769	1 178	(1 778)	169
Sorties	(1 020)	-	-	(1 020)
Coût au 31 mars 2013	**139 316**	**14 316**	**2 293**	**155 925**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	(120 822)	(1 550)	-	(122 372)
Amortissement pour l'exercice	(14 526)	(2 484)	-	(17 010)
Amortissement inversé à la sortie	1 020	-	-	1 020
Amortissement cumulé au 31 mars 2013	**(134 328)**	**(4 034)**	**-**	**(138 362)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	**4 988**	**10 282**	**2 293**	**17 563**

8. Participation dans des entreprises associées

L'information financière concernant les placements de la Société est résumée comme suit :

	Participation au :		Valeur comptable au :	
(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2013	31 mars 2013
Sirius (cat. B)	14%	14%	2 291	3 473
Autres	-	-	17	17
	-	-	2 308	3 490

La Société détient 14,4 pour cent des titres de capitaux propres et 24,1 pour cent des titres avec droit de vote de Sirius XM Canada Holdings Inc. (Sirius XM) en raison des actions de catégorie B qu'elle a obtenues dans le contexte d'une fusion achevée en juin 2011 mettant en cause Sirius Canada Inc. (Sirius), une entité détenue qu'elle comptabilisait auparavant selon la méthode de la mise en équivalence, et Canadian Satellite Radio Holdings Inc. (CSR). Comme elle détient plus de 20 pour cent des droits de vote de Sirius XM et qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de cette entreprise par l'entremise de sa représentation au conseil d'administration et de sa relation d'affaires continue avec elle, la Société juge qu'elle exerce une influence notable sur Sirius XM. Par conséquent, elle comptabilise son investissement dans les actions de catégorie B de Sirius XM selon la méthode de la mise en équivalence.

8. Participation dans des entreprises associées (suite)

Le 15 janvier 2013, CSR a officiellement adopté le nom de Sirius XM Canada Holdings Inc.

En novembre 2012, Sirius XM a annoncé l'établissement de dividendes trimestriels de même que le paiement d'un dividende spécial à tous les détenteurs d'actions de catégorie A et B. Pour les trois mois terminés le 30 juin 2013, la Société a reçu 1,4 million de dollars en dividendes de Sirius XM (zéro en 2012).

Les tableaux suivants présentent un résumé des informations financières pour Sirius XM :

(en milliers de dollars)	30 juin 2013[1]	30 juin 2012[2]
Revenus	73 686	64 718
Résultat net	776	(4 189)

[1] Les montants pour le trimestre terminé le 30 juin 2013 comprennent les résultats de Sirius XM pour la période de trois mois terminée le 31 mai 2013.

[2] Les montants pour le trimestre terminé le 31 mars 2012 comprennent les résultats de CSR pour la période de trois mois terminée le 31 mai 2012.

(en milliers de dollars)	30 juin 2013[1]	31 mars 2013[2]
Actif	389 462	393 010
Passif	373 639	369 007

[1] Ces montants comprennent les soldes concernant Sirius XM au 31 mai 2013.
[2] Ces montants comprennent les soldes concernant Sirius XM au 28 février 2013.

Sirius XM n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

9. Créditeurs et charges à payer

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Fournisseurs	20 468	34 729
Charges à payer	40 903	58 553
Autres	1 816	2 931
	63 187	**96 213**

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel

Les passifs liés au personnel s'établissent comme suit :

	Courant		Non courant	
(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013 (révisés)	30 juin 2013	31 mars 2013 (révisés)
Passif au titre des prestations de retraite constituées	-	-	76 795	193 329
Avantages futurs du personnel	-	-	143 630	150 126
Indemnités de vacances	64 006	58 237	-	-
Réduction des effectifs	11 899	11 898	-	-
Passifs liés aux salaires	56 735	65 458	145	150
	132 640	**135 593**	**220 570**	**343 605**

La Société souscrit à un régime de retraite contributif à prestations définies, le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada, pour la presque totalité des membres de son personnel. Le Régime est administré par le Conseil de fiducie de la Caisse de retraite de CBC, qui gère notamment les actifs du Régime et le paiement des prestations dues aux participants et à leurs survivants. Étant sous réglementation fédérale, le Régime est assujetti aux dispositions de la *Loi sur les normes de prestations de pension* (la *Loi*) et aux règlements qui en découlent.

Les prestations de retraite sont en fonction de la durée des services donnant droit à la pension et de la moyenne du salaire admissible des cinq meilleures années consécutives au cours des dix dernières années de service. Les employés sont tenus de verser une cotisation équivalant à un pourcentage de leur salaire admissible, la Société fournissant le reste du financement, au besoin, en fonction des évaluations actuarielles. La Société souscrit aussi à des régimes de retraite non contributifs à prestations définies non capitalisés. Tous les régimes sont soumis à des évaluations actuarielles annuelles. Les montants inclus dans les présents états financiers reflètent la dernière évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2012.

La Société souscrit à un régime non contributif d'avantages à long terme qui est destiné à certains employés engagés avant les différentes dates de fermeture du Régime, qui varient entre le 1er avril 2005 et le 1er octobre 2007 selon la catégorie professionnelle des employés. Sous ce régime, les employés qui comptent plus de trois ans d'ancienneté au moment de leur départ à la retraite ont alors le choix entre une indemnité en espèces ou une bonification de leurs prestations de retraite. Les prestations de retraite sont en fonction de la durée des services donnant droit à la pension et du taux de rémunération en mars 2005, en juillet 2005 ou à la date de retraite ou de décès, selon la catégorie professionnelle des employés. La Société offre également à ses employés des avantages futurs comme des indemnités d'invalidité de longue durée et des indemnités d'accident du travail, le maintien des protections pour les employés en invalidité de longue durée et une assurance vie postérieure à l'emploi.

Les dernières évaluations actuarielles du régime non contributif d'avantages à long terme et du régime garantissant le maintien des protections remontent au 31 décembre 2012. Les actifs des régimes de retraite et l'obligation au titre des prestations définies sont évalués au 30 juin 2013.

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Le régime de retraite à prestations définies de la Société est exposé aux risques suivants :

Risque de capitalisation : le risque de capitalisation est l'un des principaux risques courus par les promoteurs d'un régime de retraite. Il s'agit ici du risque que les rentrées de fonds du Régime de retraite de la Société provenant des placements et des cotisations soient en deçà de l'obligation du Régime au titre des prestations définies, donnant ainsi naissance à un passif non capitalisé. Les autorités réglementaires exigent que les régimes de retraite aux prises avec un déficit de capitalisation versent des cotisations spéciales étalées sur des périodes futures précises.

Les baisses des taux d'actualisation et les placements qui ne génèrent pas les rendements attendus sont les principaux éléments déclencheurs de ce risque. Par ailleurs, des facteurs non économiques, comme l'évolution démographique des participants, influent aussi sur l'obligation au titre des prestations définies.

La gestion du risque de capitalisation repose sur deux actions : un examen et un suivi du ratio de capitalisation sur une base régulière et une vérification de la conformité des décisions de placement avec les politiques, les procédures et les lois applicables. Lors de sa revue annuelle de l'Énoncé des politiques et des procédures de placement (EPPP), le Conseil de fiducie de la Caisse de retraite de CBC veille à ce que les régimes de retraite obtiennent un taux de rendement à long terme qui leur permet d'atteindre leurs objectifs de capitalisation et d'assumer la croissance constante de leur obligation.

Le Régime procède régulièrement à des évaluations de l'appariement de l'actif et du passif, qui consistent notamment à soupeser le risque en fonction du rendement produit par la composition de l'actif à long terme, à analyser le profil risque-rendement d'autres modèles et à étudier les répercussions de différentes conjonctures économiques sur l'actif et le passif (obligation au titre des prestations définies).

Autres risques : les actifs des régimes sont également exposés à divers risques financiers inhérents aux placements. Il s'agit du risque de crédit, du risque de marché (risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de prix) et du risque de liquidité. Qui plus est, l'évaluation de l'obligation et des coûts au titre des prestations définies comporte une certaine dose d'incertitude en raison de l'utilisation d'estimations actuarielles (voir ci-dessous). L'effet de ces facteurs sur la réévaluation de l'actif au titre des prestations de retraite ainsi que du passif au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme peut être parfois important et fluctuant.

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les évaluations actuarielles étaient fondées sur les principales hypothèses suivantes :

Hypothèses – taux annuels	30 juin 2013	31 mars 2013
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux d'actualisation	4,00%	4,25%
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel :		
Taux d'actualisation - régime de retraite	4,50%	4,00%
Taux d'actualisation – indemnité de cessation d'emploi	4,00%	3,50%
Taux d'actualisation – prestations d'invalidité de longue durée	4,00%	3,50%
Taux d'actualisation – avantages postérieurs à l'emploi	4,25%	3,75%
Taux de croissance de la rémunération à long terme, excluant les primes au rendement et les promotions	1,50% en 2013 et 2,75% par la suite	1,50% en 2013 et 2,75% par la suite
Taux d'évolution du coût des soins de santé	8,00% en 2013 et baisse à 4,50% sur 15 ans	8,00% en 2013 et baisse à 4,50% sur 15 ans
Indexation des prestations en cours de versement	1,65%	1,65%

Les hypothèses actuarielles importantes pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies sont le taux d'actualisation, les augmentations attendues des salaires, de l'indexation des prestations de retraite et du taux de croissance du coût des soins de santé.

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

	30 juin 2013
Effet sur la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies :	
d'une hausse de 100 points de base du taux d'actualisation	-12,6%
d'une baisse de 100 points de base du taux d'actualisation	16,1%
d'une hausse de 1,00 % du taux attendu d'augmentation future des salaires	2,8%
d'une baisse de 1,00 % du taux attendu d'augmentation future des salaires	-2,4%
d'une hausse de 1,00 % du taux attendu d'augmentation future des prestations de retraite	12,8%
d'une baisse de 1,00 % du taux attendu d'augmentation future des prestations de retraite	-10,7%
d'une hausse de 1,00 % du taux d'évolution du coût des soins de santé	0,7%
d'une baisse de 1,00 % du taux d'évolution du coût des soins de santé	-0,7%

Il se peut que l'analyse de sensibilité ci-dessus ne représente pas bien la variation réelle de l'obligation au titre des prestations définies. En effet, il est peu probable que les changements dans les hypothèses surviennent isolément, car certaines hypothèses peuvent être corrélées.

Les méthodes et les hypothèses employées dans cette analyse sont les mêmes que celles qui ont été utilisées aux fins des analyses menées dans des exercices antérieurs.

Des évaluations de l'appariement de l'actif et du passif sont effectuées régulièrement. Elles consistent notamment à soupeser le risque en fonction du rendement produit par la composition de l'actif à long terme en vigueur, à analyser le profil risque-rendement d'autres compositions possibles et à étudier les répercussions de différentes conjonctures économiques sur l'actif et le passif (obligation au titre des prestations définies). L'évaluation la plus récente date de 2012. En voici les principales recommandations :

- préserver la pertinence de la stratégie de placement en fonction du passif[1] du Régime qui est axée sur la réduction du décalage entre le risque de taux d'intérêt et le risque d'inflation dans l'actif et le passif du Régime;
- mettre à jour la politique de composition de l'actif en fonction du passif pour y inclure un plan de transition faisant fond sur les fluctuations du marché pour redistribuer des actifs vers les portefeuilles de placements stratégiques;
- réduire la couverture du risque de taux d'intérêt;

[1] Cette stratégie implique la gestion de l'actif d'un régime de retraite en fonction de son passif dans le but de réduire au minimum la volatilité de l'excédent du régime. Ainsi, l'actif total du régime est divisé en actifs appariés et non appariés. Les actifs appariés (à revenu fixe) présentent la même sensibilité aux taux d'intérêt et d'inflation que le passif du régime. Les actifs non appariés (actions et placements non traditionnels) évoluent différemment.

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

- accroître les placements dans des instruments plus productifs, tels que les actions, les placements privés et les placements immobiliers.

Le Régime mettra en place les changements dans la répartition de l'actif à partir des conditions économiques et de marché actuelles.

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. Du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013, le taux de cotisation des employés à temps plein était de 5,53 % (5,07 % en 2012) des gains jusqu'au maximum des gains admissibles pour le régime de pension de l'État – soit 51 100 $ en 2013 (50 100 $ en 2012) – et de 7,27 % (6,67 % en 2012) des gains dépassant ce maximum. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

(en milliers de dollars)	**30 juin 2013**	**30 juin 2012**
Prestations versées directement à des bénéficiaires	3 336	3 466
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	13 855	15 298
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	-	-
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	**17 191**	**18 764**

Le profil des échéances de l'obligation au titre des prestations définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi est le suivant :

	Régimes de retraite		**Autres avantages postérieurs à l'emploi**	
	30 juin 2013	**30 juin 2012**	**30 juin 2013**	**30 juin 2012**
Durée moyenne de l'obligation de retraite :	14,4 ans	14,2 ans	8,3 ans	9,0 ans
Participants actifs	20,8 ans	20,4 ans	8,4 ans	9,2 ans
Participants - prestations différées	18,5 ans	21,8 ans	s. o.	s. o.
Retraités	10,1 ans	10,0 ans	6,7 ans	6,8 ans

La Société compte cotiser 59,6 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Le montant de l'obligation de la Société au titre de ses régimes à prestations définies qui figure dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière est le suivant :

	30 juin 2013			31 mars 2013 (révisés)		
(en milliers de dollars)	Régimes de retraite	Régimes de retraite non capitalisé	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Régimes de retraite non capitalisé	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies	5 146 007	81 533	143 630	5 500 267	86 546	150 126
Juste valeur des actifs des régimes	5 150 745	-	-	5 393 484	-	-
Passif (actif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies	**(4 738)**	**81 533**	**143 630**	**106 783**	**86 546**	**150 126**

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ont été les suivantes :

	30 juin 2013		31 mars 2013 (révisés)	
(en milliers de dollars)	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, début de la période	5 586 813	150 126	5 266 627	156 917
Coût des services rendus au cours de la période	27 481	1 316	101 558	7 707
Coût financier	55 308	1 250	221 695	6 332
Cotisations des employés	8 940	-	44 452	-
(Gains) / pertes découlant de réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	-	(534)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(379 755)	(5 726)	193 975	4 740
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(5 896)	-	18 913	(11 173)
Prestations versées	(65 351)	(3 336)	(260 407)	(13 863)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	**5,227,540[1]**	**143 630**	**5,586,813[2]**	**150 126**

[1]L'obligation au titre des prestations définies pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent respectivement à 5 146 007 $ et à 81 533 $.

[2]L'obligation au titre des prestations définies pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent respectivement à 5 500 267 $ et à 86 546 $.

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les variations de la juste valeur des actifs des régimes ont été les suivantes :

	30 juin 2013		31 mars 2013 (révisés)	
(en milliers de dollars)	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs des régimes, début de la période	5 393 484	-	5 090 814	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(1 325)	-	(5 020)	
Gains (pertes) découlant de réévaluations :				
Rendement attendu des actifs des régimes	53 122	-	213 334	-
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(251 980)	-	249 121	-
Cotisations des employés	8 940	-	44 452	-
Cotisations de la Société	13 855	3 336	61 190	13 863
Prestations versées	(65 351)	(3 336)	(260 407)	(13 863)
Juste valeur des actifs des régimes, fin de la période	**5 150 745**	**-**	**5 393 484**	**-**

La juste valeur des actifs des régimes peut être répartie entre les catégories suivantes :

		30 juin 2013			31 mars 2013		
	(en milliers de dollars)	Cours sur un marché actif	Pas de cours sur un marché actif	Total	Cours sur un marché actif	Pas de cours sur un marché actif	Total
Titres à revenu fixe	Encaisse et placements à court terme	-	252 420	252 420	-	186 174	186 174
	Obligations canadiennes	-	2 333 311	2 333 311	-	2 467 601	2 467 601
Actions	Canadiennes	302 034	238 911	540 945	314 784	248 969	563 753
	Internationales	1 135 268	124 777	1 260 045	1 036 517	229 597	1 266 114
Placements stratégiques	Placements immobiliers	36 654	387 631	424 285	40 937	378 529	419 466
	Placements privés	-	324 853	324 853	-	326 321	326 321
	Fonds de couverture	-	129 330	129 330	-	129 852	129 852
Autres	Dérivés	-	(125 519)	(125 519)	-	14 441	14 441
	Juste valeur des actifs des régimes	**1 473 956**	**3 665 714**	**5 139 670**	**1 392 238**	**3 981 484**	**5 373 722**

10. Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les justes valeurs des titres à revenu fixe et des titres de capitaux propres sont établies en fonction de cours sur un marché actif, ce qui n'est pas le cas des justes valeurs des placements stratégiques et des dérivés.

Le rendement effectif des actifs des régimes pour le trimestre est de -198,9 millions de dollars (462,5 millions au 31 mars 2013).

Les montants comptabilisés en résultat global au titre des régimes à prestations définies sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	30 juin 2012 (révisés)
Coût des services rendus	28 797	27 317
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 325	1 255
Intérêts sur l'obligation	56 558	57 007
Rendement attendu des actifs des régimes	(53 122)	(53 334)
Gains actuariels comptabilisés dans le résultat net	(282)	(715)
Charge comptabilisée dans le résultat net	33 276	31 530
Plus :		
Gains actuariels comptabilisés en autres éléments du résultat global	(139 115)	(42 214)
Total comptabilisé en résultat global	**(105 839)**	**(10 684)**

Les gains actuariels cumulatifs comptabilisés en autres éléments du résultat global s'établissent à 115,2 millions de dollars au 30 juin 2013 (pertes de 23,9 millions au 31 mars 2013).

La charge totale comptabilisée en résultat net est présentée comme suit dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat global de la Société :

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	30 juin 2012 (révisés)
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	30 172	27 986
Services spécialisés	1 847	2 377
Transmission, distribution et collecte	943	875
Administration nationale	314	292
Total	**33 276**	**31 530**

11. Provisions

	30 juin 2013				
			Coût de restructuration		
(en milliers de dollars)	**Réclamations et poursuites**	**Environnement**	**Réduction des effectifs**	**Mise hors service d'actifs**	**Total**
Solde, début de l'exercice	45 408	260	1 235	4 393	51 296
Provisions supplémentaires comptabilisées	2 645	490	-	-	3 135
Augmentations dues à la désactualisation	-	-	-	21	21
Provisions utilisées	-	-	(1 235)	(517)	(1 752)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(473)	-	-	-	(473)
Solde, fin de la période	**47 580**	**750**	**-**	**3 897**	**52 227**

	31 mars 2013				
			Coût de restructuration		
(en milliers de dollars)	**Réclamations et poursuites**	**Environnement**	**Réduction des effectifs**	**Mise hors service d'actifs**	**Total**
Solde, début de l'exercice	38 762	300	-	-	39 062
Provisions supplémentaires comptabilisées	19 193	175	15 469	6 658	41 495
Augmentations dues à la désactualisation	-	-	-	119	119
Provisions utilisées	(7 965)	(210)	(13 897)	(1 534)	(23 606)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(4 582)	(5)	(337)	(850)	(5 774)
Solde, fin de la période	**45 408**	**260**	**1 235**	**4 393**	**51 296**

11. Provisions (suite)

A. Coûts de restructuration

La provision pour coûts de restructuration établie par la Société au 30 juin 2013 a trait à la mise hors service des émetteurs de télévision analogique et des émetteurs sur ondes courtes résultant de la cessation de ces modes de transmission. Les travaux à l'origine de la provision de 3,9 millions de dollars (4,4 millions de dollars au 31 mars 2013) devraient se poursuivre au cours des trois prochaines années.

Au 30 juin 2013, étant donné qu'aucun montant important n'est sujet à des incertitudes, la Société n'a pas comptabilisé de provision pour la réduction des effectifs (1,2 million de dollars au 31 mars 2013). Tous les montants relatifs à la réduction des effectifs au 30 juin 2013 sont inclus dans les passifs liés au personnel.

B. Réclamations et poursuites

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires importants ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des évaluations foncières et les impôts fonciers correspondants, des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Au 30 juin 2013, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 47,6 millions de dollars (45,4 millions au 31 mars 2013) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classifiées comme courantes, puisque la Société s'attend à les résoudre dans les douze prochains mois.

C. Passif environnemental

Au 30 juin 2013, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 0,8 million de dollars pour un problème environnemental (0,3 million au 31 mars 2013 pour un problème environnemental). Des échantillons de terrain prélevés à l'ancien site de transmission de la Société situé au mont Logan ont révélé la présence d'hydrocarbures, ce qui oblige la Société à décontaminer le sol. Les coûts des travaux de décontamination sont estimés à 0,8 million de dollars. Des approbations ministérielles et d'autres examens environnementaux sont requis. Les travaux devraient être achevés en grande partie au deuxième trimestre de l'exercice en cours, mais il faudra peut-être six ans pour terminer le tout.

D. Éventualités

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir réelles lorsqu'un ou plusieurs événements futurs se réalisent ou ne se réalisent pas. La Société n'a constaté aucune provision au titre de passifs éventuels.

12. Revenus

La Société a comptabilisé des revenus provenant des sources suivantes :

(en milliers de dollars)	**30 juin 2013**	**30 juin 2012**
Publicité	108 263	106 109
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	9 999	9 715
Production	2 834	3 414
Programmation numérique	3 091	2 908
Droits de retransmission	761	750
Commandites d'émission	1 176	841
Autres services	929	626
Total des revenus liés à la prestation de services	**127 053**	**124 363**
Total des revenus liés aux services spécialisés	**42 865**	**43 924**
Total des revenus financiers	**2 162**	**2 347**
Contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	10 388	10 602
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	1 214	930
Gain sur taux de change	223	122
Profit net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	247	417
Total des revenus	**184 152**	**182 705**

13. Financement public

La ventilation du crédit parlementaire approuvé et des sommes reçues par la Société pendant le premier trimestre est comme suit :

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	30 juin 2012
Financement des activités opérationnelles	273 036	278 432
Financement des immobilisations	25 964	25 569
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000
	300 000	**305 001**

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours du trimestre est comptabilisé comme ci-après dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat, pour le montant qui correspond à la différence nette entre les charges et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Financement des activités opérationnelles reçu au cours de la période	273 036	999 484
Moins: Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(225 126)	(999 484)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	**47 910**	-

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière. Il est amorti et comptabilisé de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et l'équipement sous contrat de location-financement auxquels il se rapporte.

(en milliers de dollars)	30 juin 2013	31 mars 2013
Solde, début de l'exercice	525 696	574 027
Financement public au titre des immobilisations	25 964	103 035
Amortissement du financement des immobilisations différé	(27 856)	(151 366)
Solde, fin de la période	**523 804**	**525 696**

14. Saisonnalité

Environ 55 pour cent du financement de la Société, à l'exclusion du crédit parlementaire, provient de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre et représentent environ 20 pour cent des revenus totaux de la Société.

Les charges opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

15. Variations du fonds de roulement

(en milliers de dollars)	June 30, 2013	30 juin 2012 (révisés)
Les variations du fonds de roulement sont composées de :		
Clients et autres créances	(12 630)	(10 013)
Programmation	(12 139)	(13 819)
Stocks de marchandisage	(24)	8
Charges payées d'avance	35 128	55 887
Créditeurs et charges à payer	(33 025)	(49 172)
Provisions	910	9 490
Revenus différés	1 062	1 452
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	(14 532)	(3 877)
	(35 250)	**(10 044)**

16. Engagements

Engagements liés aux émissions, contrats de location simple et autres

La Société a conclu des engagements concernant le renouvellement de contrats d'achat et la signature de nouveaux contrats d'achat. Des contrats de location simple sont passés pour des biens immobiliers, la distribution réseau et de l'équipement, donnant également lieu à des engagements. La direction estime que ces nouveaux engagements, pour le trimestre terminé le 30 juin 2013, entraîneront des charges futures d'environ 96 millions de dollars (79,6 millions de dollars en 2012). Au 30 juin 2013, la Société avait, au total, des engagements de 816 millions de dollars (786 million de dollars au 31 mars 2013) devant être payés au cours des 46 prochaines années.

17. Parties liées

Dans le cadre de l'exploitation courante, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales courantes applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché, et les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

A. Transactions avec des parties liées autres que des entités liées à une autorité publique

	Prestation de services Période terminée le 30 juin		Réception de services Période terminée le 30 juin		Cotisations de retraite Période terminée le 30 juin	
(en milliers de dollars)	**2013**	**2012**	**2013**	**2012**	**2013**	**2012**
Entreprise associée	561	1 032	-	-	-	-
Autres entités liées	-	-	-	23	-	-
Régime de retraite de la Société	-	-	-	-	13 855	13 791
	561	**1 032**	**-**	**23**	**13 855**	**13 791**

Les soldes suivants étaient impayés à la fin du trimestre :

	Sommes dues par les parties liées	
(en milliers de dollars)	**30 juin 2013**	**31 mars 2013**
Entreprise associée	77	351
	77	**351**

La Société ne doit aucune somme à des parties liées au 30 juin 2013 (nul en 2012).

Les sommes impayées ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice en cours ou dans des exercices antérieurs relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

B. Autre transaction avec une entreprise associée

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant l'exercice en cours autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 8.

C. Transactions avec des entités liées à une autorité publique

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à une autorité publique, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

17. Parties liées (suite)

Ces transactions sont effectuées dans le cadre normal des activités de la Société, à des conditions comparables à celles qui caractérisent les transactions faites avec d'autres entités non liées à une autorité publique. Dans le contexte de l'achat et de la vente de biens et de services, CBC/Radio-Canada s'est dotée de politiques d'approvisionnement, d'une stratégie de fixation des prix et d'un processus d'approbation qui ne tiennent pas compte des liens des contreparties avec une autorité publique.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2013, la valeur globale des transactions significatives effectuées par la Société avec des parties liées à une autorité publique s'élève à 0,2 million de dollars (0,1 million en 2012) et à 0,7 million de dollars (0,05 million en 2012) respectivement pour la prestation de services et pour l'achat de biens et de services. Aucune transaction individuellement significative n'a été effectuée pendant le premier trimestre terminé le 30 juin 2013 (aucune en 2012).

18. Instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie, des clients et autres créances, de la tranche à court terme des billets à recevoir, de la tranche à court terme de l'investissement net dans un contrat de location-financement, des créditeurs et des charges à payer, de la tranche à court terme de la dette obligataire, de la tranche à court terme de l'obligation au titre de contrats de location-financement, de la tranche à court terme des effets à payer et du passif d'encaissement anticipé avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des autres instruments financiers de la Société :

18. Instruments financiers (suite)

	30 juin 2013		31 mars 2013			
(en milliers de dollars)	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Méthode[1]	Note
Instruments financiers évalués à la juste valeur :						
Actifs financiers dérivés						
Contrats à terme	518	518	458	458	Niveau 2	(a)
Options sur actions	178	178	171	171	Niveau 2	(b)
Instruments financiers évalués au coût amorti :						
Billets à recevoir (non courant)	47 692	54 206	48 250	56 743	Niveau 2	(c)
Investissement net dans un contrat de location-financement (non courant)	52 082	60 067	52 706	67 893	Niveau 2	(c)
Dette obligataire (non courant)	270 918	356 823	277 008	381 053	Niveau 2	(d)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	41 652	44 487	44 447	47 881	Niveau 2	(d)
Effets à payer (non courant)	110 003	120 057	113 049	128 009	Niveau 2	(d)
Actifs non financiers évalués au coût amorti :						
Participation dans une entreprise associée (Sirius XM)	2 291	124 105	3 473	114 819	Niveau 1	(e)

[1]La méthode renvoie à la hiérarchie décrite ci-dessous. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 – prix cotés d'instruments d'actif ou de passif identiques sur des marchés actifs
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables directement
- Niveau 3 – données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables)

(a) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme.

(b) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(c) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(d) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(e) La juste valeur est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de Sirius XM à la fin du trimestre de présentation de l'information financière.

19. Chiffres comparatifs

Outre les changements de méthodes comptables exposés à la note 2, la Société a reclassé certains chiffres comparatifs dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de façon à ce qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours. Ce reclassement n'était pas significatif et n'a pas eu d'effet sur l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière ni sur l'État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie. Par conséquent, la Société n'a présenté aucune information à cet égard dans les notes.